

COMMUNE DE DIE

PLAN LOCAL D'URBANISME REVISION

7.2 - ANNEXES SANITAIRES

ANNEXES SANITAIRES :

7.2.1 - Alimentation en eau potable

La compétence en matière d'eau relève de la commune de Die.

Le service de l'eau potable assure le captage, le pompage, la production et la distribution de l'eau sur la commune.

1 – **BESOIN**

1.1 - **Population**

Population totale INSEE 1975	Population totale INSEE 1982	Population totale INSEE 1990	Population totale INSEE 1999	Population totale 2005	Desservie actuellement	A DESSERVIR	
						Moyen terme	Long terme
4062	3992	4230	4451	4376	4402	4853	6000

1.2 - **Autres usages** (Industries, Agriculture, etc...)

- 3 entreprises industrielles

1.3 - **Gestion des réseaux**

1.3.1- **Mode de gestion**

- ☐ Régie communautaire
- ☒ Régie directe
- ☐ Affermage

1.3.2 – **Mode de facturation**

- ☐ au forfait
- ☒ au m3
- ☐ binôme

1.3.3 – **Abonnés et consommations**

Il y a un contrôle volumétrique de la production et de la consommation.

- Données générales de la gestion : annuelles

ANNEES	Consommation abonnés (m3/an)	Nb de branchements	Consommation facturée en m3/an/abonné	Consommation facturée en m3/an/habitant
2006- commune de Die	313 561 m3	2866 abonnés	110 m3	70 m3

1.4 - Etablissement d'un ratio de production (en m3/jour/habitant desservi)

- 110m3 par an par abonné
- 70 m3 par an par habitant

1.5 – Evaluation des besoins (hypothèses du PLU)

BESOINS	MOYEN TERME	LONG TERME
En m3/an commune de Die	339 710	420 000

2 RESSOURCES

L'eau distribuée provient de deux sources d'approvisionnement :

- la zone de captage des « Chamarges ou Ponts des Chaines » (station de pompage de Die) dans la nappe alluviale de la Drôme d'une capacité de 14 842 m3/an. Il s'agit d'un puits d'alimentation en eau potable saisonnier d'appoint, qui est exploité et géré par la commune de Die et qui dispose seulement un périmètre de protection rapproché ;
- la source « Rays » sur la commune de Romeyer d'une capacité de 1 080 414 m3/an. Elle constitue l'alimentation principale de la commune.

Il est important de préciser que la commune disposait de trois sources d'approvisionnement avec la présence de la source des « Pennes » mais depuis peu la commune a décidé d'abandonner ce captage du fait de la présence de problèmes chronique de qualité micro-biologique de l'eau.

2.1 – Points d'eau exploités

Point d'eau exploité	Alimentation	Débit capté	Périmètre de protection
Puits de Chamarges	Nappe de la vallée de la Drôme	14 842 m3/an	rapproché
Captage des « Rays »	Source de « Rays »	1 080 414 m3/an	Immédiat, rapproché et éloigné

2.2 – Qualité des eaux (conclusion des analyses périodiques)

Elle reste conforme à la législation malgré des problèmes bactériologiques et des problèmes de turbidité. Des analyses sont réalisées tous les mois.

3 - RESEAU

3.1 – Caractéristiques

Le réseau de la commune totalise 55 km.

3.2– Réservoirs

Cinq réservoirs (dont un déconnecté) et trois supprimeurs assure l'alimentation en eau de la commune :

- le réservoir des « Fondeaux » (réservoir principal de la commune) ;
- le réservoir de « la Tour de l'Aure » ;
- le réservoir de « Plas » ;
- le réservoir de « Chanqueyras » ;
- le réservoir des « Pennes » (déconnecté).

3.4 – Canalisations

Types	Etat
Fonte majoritaire et PVC	Fortement maillé au centre ville et ramifié par ailleurs

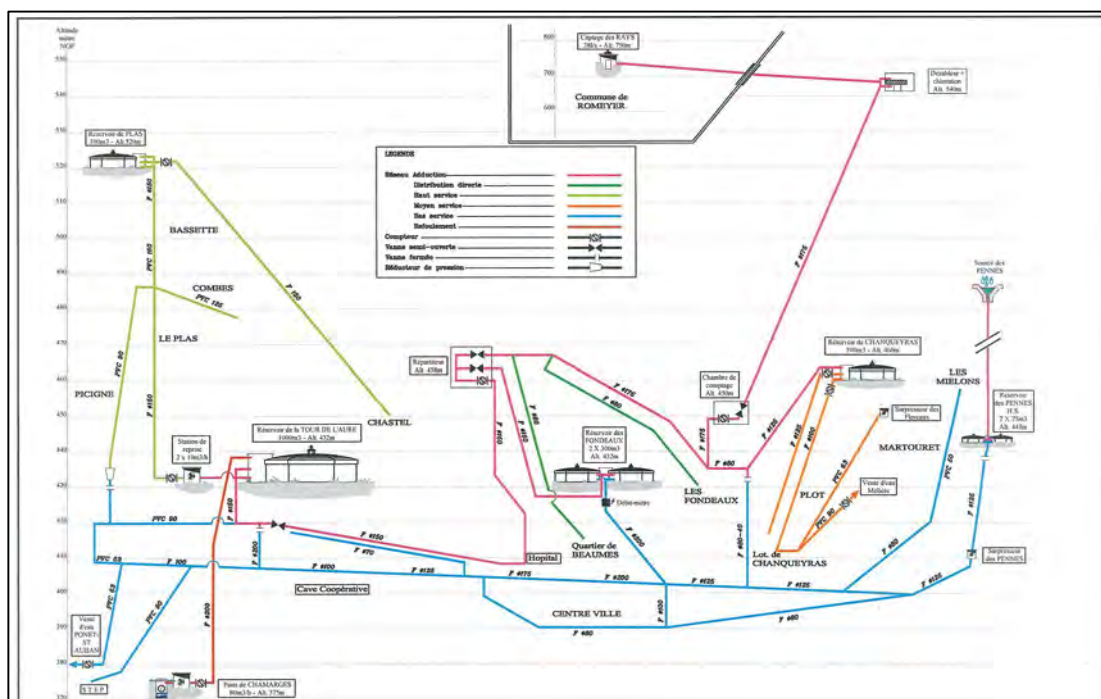
3.5 – Service incendie

Sur les 65 bornes incendie de la commune 15 sont non conformes. D'autre part actuellement deux zones importantes ne sont pas couvertes par le réseau incendie, il s'agit du quartier Sud-Est de la ville (Chanqueyras) et du quartier Nord-Ouest.

3.6 – Zones à desservir

Les zones à desservir sur la commune de Die à l'échéance du PLU, sont localisées à proximité immédiate du réseau existant.

4.6 – Schémas du réseau d'eau actuel



4- Synthèse des anomalies mises à jour et des travaux préconisés

Désignation	Anomalies	Principaux travaux préconisés
La ressource	<ul style="list-style-type: none"> - captage des Rays en état de vétusté avancé ; - mauvaise qualité ponctuelle de la source des Rays ; - périmètre de protection du captage des Rays non matérialisé ; - risque de pollution de la nappe de la Drôme par la route départementale n°93 ; - risque de dégradation rapide des pompes de Charmarges due au chlore ; - bilan besoins / ressources déficitaire en période de pointe de consommation et à l'étiage des ressources en fonctionnement normal. 	<ul style="list-style-type: none"> - rénovation des captages ; - mise en place de système de clarification et de désinfection ; - déplacer le système de chloration du captage des Chamarges ; - mise en place de mesures de la turbidité sur 6 mois avec analyses.
Les ouvrages de stockage	<ul style="list-style-type: none"> - réservoir des « Fondeaux » vétuste ; - maçonnerie dégradée au réservoir de Chanqueyras. 	<ul style="list-style-type: none"> - rénovation des ouvrages
Les réseaux d'adduction	<ul style="list-style-type: none"> - défaut d'alimentation des abonnés raccordés sur la conduite d'adduction-distribution du réservoir de la Tour de l'Aure ; - alimentation des abonnés futurs de la zone 3 problématique (voir étude de l'EDACER) ; - conduite âgées (65 ans). 	<ul style="list-style-type: none"> - mettre en place un réservoir de tête ; - remplacer les conduites trop anciennes.
Les réseaux de distribution	<ul style="list-style-type: none"> - rendement des réseaux de distribution très médiocre ; - pression de service du quartier Martouret juste suffisante (1 bar) ; - hameau d'Ausson non raccordé actuellement aux réseaux de distribution ; - parc de compteurs vétuste et volumes consommés anormalement bas ; - appareils hydrauliques en mauvais état. 	<ul style="list-style-type: none"> - remplacer les vannes par des stabilisateurs de pression ; - mise en place d'un système de télégestion ; - entretien des ouvrages et appareils hydrauliques ; - renouvellement des compteurs vétustes.
La défense incendie	<ul style="list-style-type: none"> - 15 poteaux sur 65 sont non conformes hydrauliquement ; - réserve incendie insuffisante dans le réservoir de Chanqueyras ; - un certain nombre de quartiers non couverts par les bornes actuelles. 	<ul style="list-style-type: none"> - augmentation du nombre de borne incendie principalement dans les secteurs non couverts ; - mise en place de réserve artificielle.

4 – CONCLUSION GENERALE « EAUX »

- La ressource en eau est satisfaisante pour satisfaire les besoins actuels et pour les besoins liés aux urbanisations prévues par le PLU ;
- Des travaux sont programmées pour assurer une desserte en eau satisfaisante réseau pour desservir les urbanisations actuelles ainsi que celles prévues par le PLU.

COMMUNE DE DIE

PLAN LOCAL D'URBANISME REVISION

7.2- ANNEXES SANITAIRES

ANNEXES SANITAIRES :

7.2.2 - Assainissement

La compétence en matière d'assainissement relève de la commune de Die.

Le service de l'assainissement assure :

- la collecte et le transport des eaux usées et pluviales ;
- la surveillance, l'entretien et le curage des collecteurs et branchements ;
- le nettoyage et le pompage des grilles et avaloirs ;
- le suivi des autorisations de rejets et des travaux d'assainissements ;
- l'exploitation de la station d'épuration ;
- la facturation et la gestion des comptes clients.

La commune de Die ayant son propre système d'épuration, peut être considérée comme une agglomération d'assainissement.

1 – ETAT ACTUEL

1.1 – Couverture du réseau

- 2475 abonnés sont raccordés au réseau sur la commune de Die.

1.1.1 – Industries existantes rattachées au réseau

Cave Jaillance. Entreprise Puillet. Fytosan .Drome provençale. Hôpital.

1.1.2 – Industries non rattachées

Aucune industrie ne dispose d'un système d'assainissement particulier.

1.2 – Zone desservie par le réseau (cf plan)

Le réseau, en grande partie unitaire, dessert essentiellement les zones Ua Ub, Uc
Les hameaux et l'habitat dispersé ne sont reliés à aucun système collectif d'épuration.

Le linéaire de collecteurs, de diamètres compris entre Ø 200 et Ø 400, se répartit comme suit :

- 25. km environ de réseau unitaire ;
- 02 Km environ de réseau séparatif ;
- 1.3 km environ de canalisations de refoulement.

1.3 – Type de réseau (totalité du réseau)

- ☐ Séparatif
- ☒ Mixte
- ☐ Unitaire

1.4– Station d'épuration

Le refoulement des effluents est acheminé vers l'usine de dépollution de Die.

La station d'épuration de Die traite uniquement les effluents de la commune.

La station est conçue selon le procédé de boues activées en aération prolongée type bassins combinés avec nitrification et prétraitements physiques.

Station de Die au Lieudit « Chapelet et ruinel »
Mise en service en 1995
Régime administratif Loi sur l'eau : soumise autorisation. (n° d'acte administratif : en cours de régularisation fonctionne par dérogation)

La capacité nominale du traitement est de **32 000 E.H**, Le débit journalier nominal est de 1650 m3/j.

- La charge polluante nominale admissible est de 1745 kg DBO5/j.

Description de l'ouvrage :

Prétraitement :

- **Dégrillage** fin par grille courbe raclée par peignes rotatifs,
- **Dessablage statique** avec pompe immergée pour relevage des sables.

Traitement :

- **Bassin d'aération** Volume 2100 m³,
Poids théorique de boues dans le bassin : 3.5 g/l
3 Oxydateurs Bigox L70 Capacité d'oxygénation 40.6 kg O₂/j unitaire.
- **Clarificateur** Surface 440 m²,
Diamètre intérieur 25 m
Volume 1305 m³
Equipé d'un pont racleur.
Traitement tertiaire (du 15 mai au 15 octobre).
Par infiltration dans 7 bassins de 557 m² de surface
Hauteur du sable dans les bassins 1m, granulométrie (0.2-5 mm)

Filière Boue :

- **GDE + filtre bande**
Capacité de production 220 kg/h de MS
Siccité des boues en sortie de filtre 16% + ou - 3%
- **Stockage des boues**
1 hangar couvert de 550 m³

1.5- Les eaux pluviales

L'écoulement des eaux pluviales sur la commune de Die s'effectue par l'intermédiaire du réseau unitaire composé de 15 déversoirs d'orages.

1.6- Assainissement individuel

Les secteurs périphériques et les hameaux éloignés du village sont traités par des dispositifs autonomes, ainsi 391 habitations disposent d'un assainissement non collectif.

Les principaux secteurs concernés sont :

- Commane ;
- Conches et Chamarges ;
- Maladrerie et Plot ;
- Les fondeaux et vaux ;
- Piscigne ;
- Les Floreaux ;

1.7- Risques principaux de pollution des eaux et carences

Aucune donnée.

1.8- Gestion des réseaux de la station

- ☐ Régie communautaire
- ☒ Régie Directe
- ☐ Affermage ou concession

2 – RESEAU FUTUR

2.1– Les besoins liés au PLU

Le réseau et les capacités d'épuration sont actuellement suffisamment dimensionnés pour les besoins liés au PLU notamment :

Zone ouverte à l'urbanisation n°	Dénomination de la zone	Nb maximal d'eq/hab prévus
Court terme	U et AUa	800
Moyen terme	Au et Uca	1300
Total secteurs de développement du PLU		2100
Total commune		6000

2.2– Conclusion générale

Le dispositif actuel en assainissement collectif suffit aux besoins à court terme de la commune et des améliorations sur le réseau devront être envisagé pour répondre aux évolutions programmées à moyen et long terme dans le PLU.

COMMUNE DE DIE

PLAN LOCAL D'URBANISME REVISION

7.2 - ANNEXES SANITAIRES

ANNEXES SANITAIRES :

7.2.3 - Ordures ménagères

L'organisation générale

Depuis sa création en 1995, la communauté de commune du Diois assure la compétence déchets pour les 52 communes :

- Die,
- Romeyer,
- Chameloc,
- Barsac....

Elle assure la collecte ainsi que le transfert des ordures ménagères, tandis que le traitement et le recyclage sont délégués au SYTRAD, syndicat Drôme – Ardèche.

La communauté de communes assure donc la gestion complète du service en régie à l'exception de la collecte du verre qui est confiée à un prestataire privé.

➤ La collecte:

Sur Die, comme sur les autres communes de la Communauté de Communes du Diois, la collecte des déchets non recyclables est assurée en porte à porte avec deux camions en hiver et un troisième camion en renfort l'été.

Pour Die, celle-ci s'effectue 6 fois par semaine aussi bien l'été que l'hiver.

En ce qui concerne la collecte des déchets recyclable celle-ci est effectuée par la Communauté de Communes du Diois. Sur la commune de Die des PAV (Point d'Apport Volontaire) ont été mis en place pour le verre, le papier/cartons, corps creux...

Un suivi hebdomadaire par les agents de collecte permet de déclencher la collecte des colonnes de tri lorsque celles-ci sont signalées pleines.

La Communauté de Communes compte 5 déchetteries dont une sur la commune de Die. Les horaires d'ouverture varient selon les saisons et les volumes de déchets des zones desservies mais de manière générale la déchetterie est ouverte tous les jours sauf le lundi matin, le jeudi après-midi et le dimanche toute la journée.

Il faut noter l'existence d'un plan de gestion des déchets du BTP.

Tonnages de la déchetterie de Die en 2006 :

- Ordures ménagère : 3632.820
- Encombrant : 553.220
- Papiers/cartons : 132.960
- Verre : 70.700

On note une diminution constante du tonnage qui s'explique par une baisse de la fréquentation touristique.

Tonnage des encombrants et ordures ménagères sur le Diois en 2006 :

- Ordures ménagères : 242.880
- Encombrants : 52.300

Tonnage des colonnes d'apport volontaire du Diois en 2006 :

- Papier/cartons : 164
- Verre : 534
- Bouteilles plastiques, boîtes de conserves, cannettes... : 34.220

Le traitement des ordures :

Le traitement des ordures ménagères et le recyclage sont délégués au SYTRAD pour ensuite réaliser le transfert au CET de Chatuzange le Goubet.

Les Coûts

Le système d'évacuation et de traitement des déchets est coûteux en transport : 100 000 €/an.

Au total de 2003 à 2007, les coûts externes (SYTRAD+ traitement) ont augmenté de 50 % contre 20% pour ceux de la régie.

Les actions réalisées en 2006

Sur la commune de Die, a été mise en place la collecte des cartons des commerçants, ainsi 40 nouveaux bacs sont à leur disposition. Depuis cette mise en place, 56 tonnes ont été collectées.

Les 5 déchetteries de la Communauté de Communes collectent désormais les déchets dangereux des ménages, ainsi 6 tonnes ont été récoltées sur la commune de Die et de Luc-en-Diois depuis cette mise en place.

Les projets pour 2007

L'aménagement d'une aire de lavage des camions et la création de vestiaires pour les agents sont en projet à la déchetterie de Die.

COMMUNE DE DIE

Plan Local d'Urbanisme

Changements de destination au titre de l'article L123.3.1

Un recensement des anciens bâtiments agricoles, n'ayant plus d'usage agricole et ayant une valeur patrimoniale (anciennes granges et surtout cabanons caractéristiques de la typologie locale) a été réalisé. Il s'agissait de repérer les éléments du patrimoine rural dans la zone agricole et de permettre son changement de destination pour éviter sa dégradation (en application des dispositions de l'article L123.3.1 du Code de l'Urbanisme).

Les critères retenus pour permettre le changement de destination de ces bâtiments ont été les suivants :

1- la valeur patrimoniale des constructions

Cette valeur a été appréciée au regard de la qualité historique (cabanons, bâti ancien présentant une qualité de construction ou des éléments architecturaux particuliers), qualité architecturale (seuls les bâtis non ou peu remaniés ont été pris en compte, ceux dont les qualités architecturales auraient pu être détruites par des travaux inadaptés ainsi que ceux de construction légère n'ont pas été retenus).

Le potentiel de changement de destination a aussi été évalué en fonction de la taille de ces constructions. En effet les constructions présentant moins de 40 m² d'emprise, et dont le changement de destination nécessiterait une trop grande transformation par agrandissement n'ont pas été pris en compte. En effet il s'agit de conserver le caractère et donc la volumétrie existante de ces constructions.

2- la proximité d'un bâtiment agricole en fonction

Une distance minimale de 100 m a été retenue vis-à-vis des sièges d'exploitation ou de tout autre bâtiment ayant encore un usage agricole (élevage, bâtiments de stockages etc.). En deçà de cette distance il apparaît qu'un éventuel changement de destination peut devenir un élément potentiel de perturbation pour l'activité agricole (conflits d'usage, circulations d'engins et d'animaux trop proches des habitations etc.). Les bâtiments ayant encore un usage lié à une exploitation agricole sont de ce fait exclus du changement de destination.

3- l'insertion par rapport aux différentes voiries et réseaux

Ainsi le dimensionnement suffisant des réseaux électriques, eau, et voies d'accès a constitué le troisième critère d'appréciation d'un éventuel changement de destination

N° de la parcelle

133

Section du cadastre

AE

Zone du POS

NC

Nom du quartier

Couignes



INFORMATION SUR LE CABANON

Etat général : En cours de rénovation
Ancien cabanon-grange
Nouveau garage construit à gauche

Cabanon retapé ? Cabanon réhabilité en résidence principale + construction d'un garage

Utilisation Résidence principale (à confirmer)



INFORMATION SUR LA PARCELLE

Pente : Moyenne

Orientation : Sud

Cadre géographique : Côteaux

Type de terrain : Prés

Route d'accès : Chemin privé en terre, proche Départementale 518

Proximité d'une ligne EDF : Racordement prévu

Potentiel de réhabilitation : vaste surface habitable, situation idéale

Remarques : Espérons que les finitions respecterons le style architectural (garage crépi)

N° de la parcelle

64

Section du cadastre

A

Zone du POS

NC

Nom du quartier

Commane

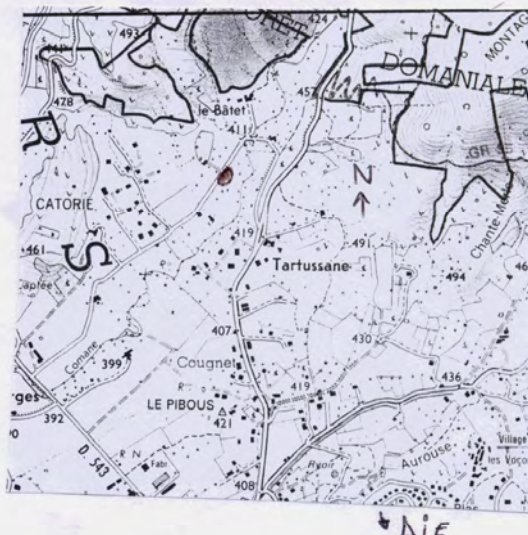


INFORMATION SUR LE CABANON

Etat général : Ruine : cabanon carré + vaste ensemble en 3 parties
Moitié des murs effondrés
Végétation dominante

Cabanon retapé ? Non

Utilisation Ancienne ferme, abandonnée



INFORMATION SUR LA PARCELLE

Pente : Nulle

Orientation : Ouest

Cadre géographique : Plaine

Type de terrain : Champ, fermes et habitations

Route d'accès : VC n° 6 de Marignac à Ponet

Proximité d'une ligne EDF : Oui

Potentiel de réhabilitation : Grands arbres à l'intérieur, trop de travaux ?
Surface au sol très importante

Remarques :

N° de la parcelle

128

Section du cadastre

AM

Zone du POS

NC

Nom du quartier

Bassette



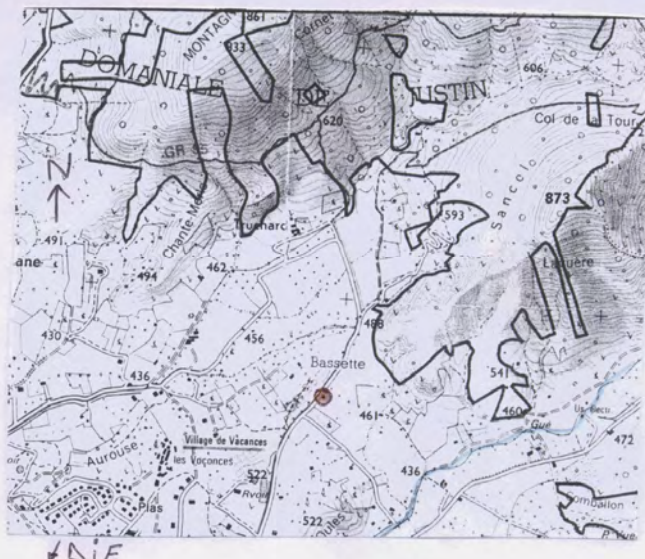
INFORMATION SUR LE CABANON

Etat général : ~~Bon état~~ Moyen

Vaste rez-de-ch. + terrasse en béton
Murs crépis en blanc

Cabanon retapé ? Rénové il y a quelques années

Utilisation Week-end, vacances ?



INFORMATION SUR LA PARCELLE

Pente : Forte

Orientation : Est

Cadre géographique : Sommet de colline

Type de terrain : Champs et bois

Route d'accès : Chemin rural de Truchard

Proximité d'une ligne EDF : Oui

Potentiel de réhabilitation : aspect général peu esthétique, mériterait un "embellissement"

Remarques :

N° de la parcelle :

36

Section du cadastre :

AO

Zone du POS :

NC

Nom du quartier :

Gélibaudière



Photo n° 8A

INFORMATIONS SUR LE CABANON

Etat général : Très bon état. 1 étage
Auvent en tôle
Pas de broussaille envahissant

Cabanon retapé ? Oui, portes et fenêtres neuves

Utilisation : Maison secondaire



INFORMATONS SUR LA PARCELLE

Pente : Forte

Orientation : S

Cadre géographique : Versant de colline

Type de terrain : Bois

Route d'accès, état : Chemin privé

Proximité d'une ligne EDF : Ligne sur chemin de Vaux à proximité

Potentiel de réhabilitation : Déjà réhabilité

Remarques : Modèle type

Plan de situation

Secteur : NORD

N° de la parcelle :
47

Section du cadastre :
AR

Zone du POS :
NB

Nom du quartier :
Maladerie



Photo n° 20A

INFORMATIONS SUR LE CABANON

Etat général : Mauvais : toit délabré, murs à renforcer,
Corps principal + grange accolée

Cabanon retapé ? Non

Utilisation : Abandonné.

INFORMATONS SUR LA PARCELLE

Pente : Nulle

Orientation : S

Cadre géographique : Plaine rive droite de la Drôme

Type de terrain : Champ cultivé

Route d'accès, état : Chemin de Valcroissant

Proximité d'une ligne EDF : Oui

Potentiel de réhabilitation : Superficie intéressante
Réhabilitation en gîte...

Remarques : En bordure de route



Plan de situation
Secteur : SUD

N° de la parcelle

69

Section du cadastre

AS

Zone du POS

NC

Nom du quartier

Beconne



INFORMATION SUR LE CABANON

Etat général : Etat moyen : toit correct, murs consolidés, fermetures à refaire.
Balcon en béton sans garde-fou
Cabanon originel carré avec ajout de la partie gauche (Est)

Cabanon retapé ? En voie ou réhabilitation arrêtée

Utilisation Inutilisé pour le moment

INFORMATION SUR LA PARCELLE

Pente : Faible

Orientation : Sud

Cadre géographique : Plaine Est de Die

Type de terrain : Champ cultivé

Route d'accès : Accolé en contre-bas à la route de Valcroissant

Proximité d'une ligne EDF : Oui

Potentiel de réhabilitation : Vaste surface habitable (+ de 50 m²) mais travaux intérieurs importants.

Remarques : Localisation intéressante malgré bordure de route

N° de la parcelle
106

Section du cadastre
AO

Zone du POS
ND

Nom du quartier
(Gélibaudière
et Bret)
Chanqueyras



INFORMATION SUR LE CABANON

Etat général : Moyen : murs fissurés, toit correct, fermetures, escalier délabré

Cabanon carré + grande annexe avec terrasse et escalier

Cabanon retapé ? En cours de réhabilitation (mur gauche)

Utilisation Inutilisé pour le moment

INFORMATION SUR LA PARCELLE

Pente : Moyenne

Orientation : S-O

Cadre géographique : Versant de colline

Type de terrain : Forêt et jardin d'agrément

Route d'accès : chemin rural des Accacias

Proximité d'une ligne EDF : Oui

Potentiel de réhabilitation : Vaste surface (50 m² environ)
Dans un quartier résidentiel

Remarques : Travaux de réhabilitation à prévoir rapidement avant dégradation plus poussée....

N° de la parcelle
148

Section du cadastre
AR

Zone du POS
ND

Nom du quartier
Prémol et
Bret



INFORMATION SUR LE CABANON

Etat général : Très bon état général

Corps du cabanon avec ajout d'un mur
sur flanc ouest

Cabanon retapé ? Ouvertures récemment refaites

Utilisation Résidence secondaire ?

INFORMATION SUR LA PARCELLE

Pente : Moyenne

Orientation : S-Ouest

Cadre géographique : Sommet de colline

Type de terrain : En bordure d'un bois, friches devant

Route d'accès : chemin de terre, raccordé au chemin rural des
Accacias à Floreaux

**Proximité d'une ligne
EDF :** Oui ?

Potentiel de réhabilitation : Surface habitable intéressante
Réhabilitation en cours avec respect architectural

Remarques : Très isolé
Vue superbe.

N° de la parcelle
322

Section du cadastre
F2

Zone du POS
NC

Nom du quartier
Les Mielons

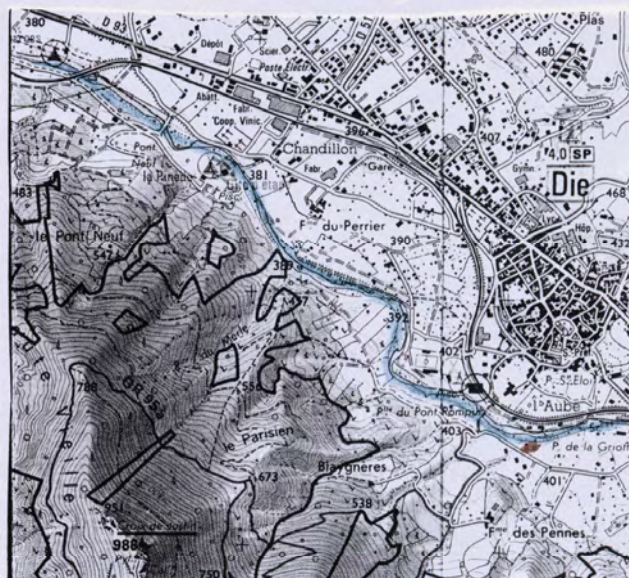


INFORMATION SUR LE CABANON

Etat général : Bon
2 étages
Annexe délabrée en rénovation

Cabanon retapé ? Corps principal refait

Utilisation Aménagement prévisible comme
résidence d'été



INFORMATION SUR LA PARCELLE

Pente : Nulle

Orientation : Est

Cadre géographique : Berges rive gauche de la Drôme

Type de terrain : champ cultivé

Route d'accès : Chemin rural des Peines

Proximité d'une ligne EDF : Oui

Potentiel de réhabilitation : Résidence de week-end ou d'été

Remarques : Respect architectural douteux (couleur du crépi)
Utilisation réelle à confirmer
Rejet des eaux usées à surveiller (Drôme à côté).

ARRETE N°748

LE PREFET DE LA DROME Chevalier de la Légion d'Honneur Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment son article R 111-4-1,

Vu la loi n° 92-1444 du 31 Décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, et notamment ses articles 13 et 14,

Vu le décret n° 95-20 pris pour application de l'article L 111-11-1 du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et leurs équipements,

Vu le décret 95-21 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation,

Vu l'arrêté du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement,

Vu l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit,

Vu les avis formulés par les communes entre le 30 Octobre et le 20 Décembre 1998,

Vu le rapport du Directeur Départemental de l'Equipeement en date du 20 Janvier 1999,

Arrête :

Article 1

Les dispositions des articles 2 à 4 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé sont applicables dans le département de la Drôme aux abords du tracé des infrastructures de transports terrestres mentionnées à l'article 2 du présent arrêté et représentés sur les plans joints en annexe.

Article 2

Les tableaux suivants donnent pour chacun des tronçons d'infrastructures mentionnés, le classement dans une des cinq catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé, la largeur des secteurs affectés par le bruit, ainsi que le type de tissu urbain.

Ces tableaux sont classés dans l'ordre suivant :

1 - Classement des routes nationales

2 - Classement des routes départementales hors limite d'agglomération des communes de Valence, Bourg lès Valence, Romans sur Isère, Bourg de Péage, Montélimar et Pierrelatte.

3 - Classement des autoroutes A7 et A49

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
RN 7 Drôme Nord	PR 0.000 à PR 28.000	SAINT RAMBERT D'ALBON CROZES HERMITAGE ANDANCETTE BEAUSEMBLANT LAVEYRON SAINT VALLIER PONSAS SERVES SUR RHONE EROME GERVANS TAIN L'HERMITAGE	3	100 m	ouvert
RN 7 Tain centre	PR 28.000 à PR 28.700	TAIN L'HERMITAGE	2	250 m	profil en "U"
RN 7 sortie Tain	PR 28.700 à PR 30.140	TAIN L'HERMITAGE	3	100 m	ouvert
RN 7 Tain sud	PR 30.140 à PR 36.140	TAIN L'HERMITAGE MERCUROL LA ROCHE DE GLUN PONT D'ISERE	2	250 m	ouvert
RN7 Pont d'Isère	PR 36.140 à PR 37.200	PONT D'ISERE	3	100 m	ouvert
RN 7 Sud Pont d'Isère	PR 37.200 à PR 45.000	PONT D'ISERE CHATEAUNEUF SUR ISERE BOURG LES VALENCE	2	250 m	ouvert
RN 7 Valence	PR 45.000 à PR 48.770	BOURG LES VALENCE VALENCE	3	100 m	ouvert
RN 7 Portes les valence	PR 48.770 à PR 49.565	VALENCE	2	250 m	ouvert
RN 7 Valence sud	PR 49.565 à PR 56.340	VALENCE PORTES LES VALENCE ETOILE SUR RHONE	3	100 m	ouvert
RN 7 La Paillasse	PR 56.340 à PR 56.780	ETOILE SUR RHONE	2	250 m	profil en "U"
RN7 sud Etoile	PR 56.780 à PR 63.200	ETOILE SUR RHONE LIVRON	3	100 m	ouvert
RN 7 Livron centre	PR 63.200 à PR 64.640	LIVRON	2	250 m	profil en "U"
RN 7 sud Livron	PR 64.640 à PR 66.175	LIVRON LORIOI	2	250 m	ouvert
RN 7 sud Loriol	PR 66.175 à PR 72.240	LORIOI CLIOUSCLAT SAULCE SUR RHONE	3	100 m	ouvert
RN 7 Saulce centre	PR 72.240 à PR 73.000	SAULCE SUR RHONE	2	250 m	profil en "U"
RN 7 sud Saulce	PR 73.000 à PR 76.700	SAULCE SUR RHONE LES TOURETTES	3	100 m	ouvert
RN 7 tourettes 1	PR 76.700 à PR 77.000	LES TOURETTES	2	250 m	ouvert
RN 7 tourettes 2	PR 77.000 à PR 77.700	LES TOURETTES	3	100 m	ouvert
RN 7 sud Tourettes	PR 77.700 à PR 78.700	LES TOURETTES LA COUCOURDE	2	250 m	ouvert
RN 7 Coucourde	PR 78.700 à PR 80.550	LA COUCOURDE	2	250 m	profil en "U"
RN 7 sud Coucourde	PR 80.550 à PR 85.000	LA COUCOURDE SAVASSE	2	250 m	ouvert
RN 7 savasse	PR 85.000 à PR 85.980	SAVASSE	3	100 m	ouvert
RN 7 sud Drôme	PR 85.980 à PR 114.400	SAVASSE MONTELMAR CHATEAUNEUF DU RHONE MALATAVERNE DONZERE PIERRELATTE	2	250 m	ouvert
RN7 limite vaucluse	PR 114.400 à PR 118.807	PIERRELATTE	3	100 m	ouvert

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
RN 507	PR 0.000 à PR 0.340	VALENCE	3	100 m	ouvert
RN 1532	PR 0.000 à PR 9.952 (totalité)	VALENCE MALISSARD CHABEUIL	2	250 m	ouvert
DEVIATION DE BOURG LES VALENCE	TOTALITE	VALENCE SAINT MARCEL LES VALENCE BOURG LES VALENCE	2	250 m	ouvert
RN 532 (1)	PR 5.000 à PR 17.540	VALENCE SAINT MARCEL LES VALENCE ALIXAN BOURG DE PEAGE CHATEAUNEUF SUR ISERE	2	250 m	ouvert
RN 532 (2)	PR 17.540 à PR 18.520	BOURG DE PEAGE	3	100 m	ouvert
RN 532 (3)	PR 18.520 à PR 20.790	BOURG DE PEAGE CHATUZANGE LE GOUBET	4	30 m	ouvert
RN 532 (4)	PR 20.790 à PR 35.390	BOURG DE PEAGE CHATUZANGE LE GOUBET BEAUREGARD BARET JAILLANS EYMEUX HOSTUN LA BAUME D'HOSTUN SAINT NAZAIRE EN ROYANS	3		ouvert
RN 532 (5)	PR 35.390 à PR 35.495	SAINT NAZAIRE EN ROYANS	2	250 m	profil en "U"
RN 102 (1)	PR 0.000 à PR 1.250	MONTELIMAR	3	100 m	ouvert
RN 102 (2)	PR 1.250 à PR 3.835	MONTELIMAR	2	250 m	ouvert
RN 92 (1)	PR 0.000 à PR 0.500	BOURG DE PEAGE	3	100 m	profil en "U"
		ROMANS SUR ISERE			
RN 92 (2)	PR 0.500 à PR 2.370	ROMANS SUR ISERE	4	30 m	ouvert
RN 92 (3)	PR 2.370 à PR 7.000	ROMANS SUR ISERE SAINT PAUL LES ROMANS	3	100 m	ouvert
RN 92 (4)	PR 7.000 à PR 7.200	SAINT PAUL LES ROMANS	2	250 m	profil en "U"
RN 92 (5)	PR 7.200 à PR 8.538	SAINT PAUL LES ROMANS	3	100 m	ouvert
RN 92A	PR 0.000 à PR 1.800	ROMANS SUR ISERE CHATUZANGE LE GOUBET	3	100 m	ouvert
RN 95	PR 0.144 à PR 2.698	TAIN L'HERMITAGE MERCUROL	3	100 m	ouvert
RN 304	PR 0.000 à PR 4.000	LORIOLE	3	100 m	ouvert
RN 75	PR 0.000 à PR 9.550	LUS LA CROIX HAUTE	3	100 m	ouvert

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
RD 1	PR 5.880 à PR 7.500	ANNEYRON	3	100 m	ouvert
RD 1	PR 7.500 à PR 8.300	ANNEYRON	4	30 m	ouvert
RD 1	PR 8.300 à PR 9.0	ANNEYRON	4	30 m	profil en "U"
RD 6	PR 0.800 à PR 2.516	MONTELIMAR	4	30 m	ouvert
RD 6	PR 2.516 à PR 3.0	MONTELIMAR	3	100 m	ouvert
RD 7	PR 0.0 à PR 1.300	BOURG LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 7	PR 1.300 à PR 2.129	BOURG LES VALENCE	2	250 m	profil en "U"
RD 7	PR 2.129 à PR 2.354	BOURG LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 7	PR 2.354 à PR 2.517	BOURG LES VALENCE	4	30 m	ouvert
RD 7	PR 2.517 à PR 3.760	VALENCE	4	30 m	ouvert
RD 7	PR 3.760 à PR 5.528	PORTES LES VALENCE	4	30 m	ouvert
RD 7	PR 5.528 à PR 6.500	PORTES LES VALENCE	3	100 m	profil en "U"
RD 7	PR 6.500 à PR 7.802	PORTES LES VALENCE	4	30 m	ouvert
RD 7	PR 7.802 à PR 9.347	ETOILE SUR RHONE	4	30 m	ouvert
RD 11	PR 1.735 à PR 4.220	MONTELIMAR	3	100 m	ouvert
RD 51	PR 0.0 à PR 0.878	SAINT VALLIER	4	30 m	ouvert
RD 51	PR 0.878 à PR 1.256	SAINT VALLIER	3	100 m	ouvert
RD 51	PR 1.256 à PR 3.880	SAINT BARTHELEMY DE VALS	3	100 m	ouvert
RD 51A	PR 0.0 à PR 0.675	SAINT VALLIER	3	100 m	profil en "U"
RD 53	PR 7.343 à PR 9.359	PEYRINS	3	100 m	ouvert
RD 53	PR 9.359 à PR 9.500	SAINT DONAT SUR L'HERBASSE	3	100 m	ouvert
RD 53	PR 9.500 à PR 9.700	SAINT DONAT SUR L'HERBASSE	3	100 m	profil en "U"
RD 53	PR 9.700 à PR 12.334	SAINT DONAT SUR L'HERBASSE	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 9.830 à PR 10.518	SAINT RESTITUT	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 10.518 à PR 11.196	SOLERIEUX	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 11.196 à PR 12.506	SAINT RESTITUT	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 12.506 à PR 18.200	SAINT PAUL TROIS CHATEAUX	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 18.423 à PR 19.280	SAINT PAUL TROIS CHATEAUX	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 19.280 à PR 19.448	PIERRELATTE	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 22.800 à PR 25.765	PIERRELATTE	3	100 m	ouvert
RD 68	PR 2.819 à PR 3.430	VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 68	PR 3.430 à PR 10.333	CHABEUIL	3	100 m	ouvert
RD 71	PR 12.435 à PR 12.477	SOLERIEUX	3	100 m	ouvert
RD 71	PR 12.477 à PR 14.421	SAINT PAUL TROIS CHATEAUX	3	100 m	ouvert
RD 73	PR 1.920 à PR 2.984	MONTELIMAR	3	100 m	ouvert
RD 73	PR 2.984 à PR 6.440	CHATEAUNEUF DU RHONE	3	100 m	ouvert
RD 73	PR 6.440 à PR 7.200	CHATEAUNEUF DU RHONE	4	30 m	ouvert
RD 73	PR 7.200 à PR 7.500	CHATEAUNEUF DU RHONE	3	100 m	profil en "U"
RD 73	PR 7.500 à PR 7.785	CHATEAUNEUF DU RHONE	4	30 m	ouvert
RD 73	PR 7.785 à PR 8.860	CHATEAUNEUF DU RHONE	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 11.880 à PR 13.915	EURRE	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 13.915 à PR 15.524	CREST	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 15.524 à PR 18.340	CREST	4	30 m	ouvert
RD 93	PR 18.340 à PR 20.395	AOUSTE SUR SYE	4	30 m	ouvert
RD 93	PR 20.395 à PR 21.895	AOUSTE SUR SYE	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 21.895 à PR 27.760	MIRABEL ET BLACONS	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 27.760 à PR 33.740	SAILLANS	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 33.740 à PR 36.0	ESPENEL	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 36.0 à PR 38.122	VERCHENY	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 16.191 à PR 17.175	SUZE LA ROUSSE	3	100 m	profil en "U"
RD 94	PR 23.800 à PR 24.153	TULETTE	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 24.153 à PR 24.700	TULETTE	4	30 m	ouvert

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
RD 94	PR 24.700 à PR 25.100	TULETTE	3	100 m	profil en "U"
RD 94	PR 25.100 à PR 25.656	TULETTE	4	30 m	ouvert
RD 94	PR 38.310 à PR 39.450	VINSOBRES	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 39.450 à PR 42.811	NYONS	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 42.811 à PR 44.310	NYONS	4	30 m	ouvert
RD 94	PR 44.310 à PR 44.996	NYONS	3	100 m	profil en "U"
RD 94	PR 44.996 à PR 47.000	NYONS	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 47.000+B129 à PR 47.800	AUBRES	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 47.800 à PR 49.370	AUBRES	4	30 m	ouvert
RD 94	PR 49.370 à PR 50.400	PILLES	4	30 m	ouvert
RD 94	PR 50.400 à PR 50.800	PILLES	3	100 m	profil en "U"
RD 94	PR 50.800 à PR 51.150	PILLES	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 51.150 à PR 51.760	CONDORCET	3	100 m	ouvert
RD 104	PR 0.0 à PR 2.145	CREST	3	100 m	ouvert
RD 104	PR 2.145 à PR 3.300	DIVAJEU	3	100 m	ouvert
RD 104	PR 3.300 à PR 6.725	CHABRILLAN	3	100 m	ouvert
RD 104	PR 6.725 à PR 8.620	GRANES	3	100 m	ouvert
RD 104	PR 16.820 à PR 18.0	LORIOI	2	250 m	profil en "U"
RD 104	PR 18.0 à PR 19.813	LORIOI	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 0.0 à PR 2.198	VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 2.198 à PR 5.185	PORTES LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 5.185 à PR 6.680	BEAUVALLON	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 6.680 à PR 11.555	ETOILE SUR RHONE	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 11.555 à PR 13.700	MONTOISON	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 13.700 à PR 14.500	MONTOISON	2	250 m	profil en "U"
RD 111	PR 14.500 à PR 16.415	MONTOISON	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 16.415 à PR 16.465	UPIE ALLEX	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 16.465 à PR 17.350	MONTOISON	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 17.350 à PR 19.760	EURRE	3	100 m	ouvert
RD 111A	PR 2.0 à PR 2.909	ETOILE SUR RHONE	3	100 m	ouvert
RD 133	PR 9.0 à PR 9.758	VALAURIE	3	100 m	ouvert
RD 133	PR 9.758 à PR 11.570	ROUSSAS	3	100 m	ouvert
RD 133	PR 11.570 à PR 14.674	GRANGES GONTARDES	3	100 m	ouvert
RD 133	PR 14.674 à PR 15.460	MALATAVERNE	3	100 m	ouvert
RD 164	PR 0.0 à PR 2.430	CREST	3	100 m	ouvert
RD 164	PR 2.430 à PR 4.670	AOUSTE SUR SYE	3	100 m	ouvert
RD 164	PR 4.670 à PR 8.225	PIEGROS LA CLASTRE	3	100 m	ouvert
RD 164	PR 8.225 à PR 8.285	MIRABEL ET BLACONS	3	100 m	ouvert
RD 220A	PR 0.0 à PR 1.676	LA ROCHE DE GLUN	4	30 m	ouvert
RD 238	PR 0.0 à PR 1.759	DIE	4	30 m	ouvert
RD 261	PR 3.57 à PR 4.871	MONTELEGER	3	100 m	ouvert
RD 261	PR 4.871 à PR 10.0	VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 261	PR 10.0 à PR 13.534	VALENCE	2	250 m	profil en "U"
RD 268	PR 0.0 à PR 3.0	BOURG LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 268	PR 3.0 à PR 7.28	LA ROCHE DE GLUN	3	100 m	ouvert
RD 268	PR 7.28 à PR 7.911	LA ROCHE DE GLUN	4	30 m	ouvert
RD 414	PR 0.0 à PR 0.294	GRIGNAN	3	100 m	profil en "U"
RD 432	PR 0.0 à PR 2.0	VALENCE	2	250 m	ouvert
RD 432	PR 2.0 à PR 4.97	SAINT MARCEL LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 432	PR 4.97 à PR 5.186	SAINT MARCEL LES VALENCE	2	250 m	profil en "U"

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
RD 432	PR 5.186 à PR 5.394	SAINT MARCEL LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 458	PR 0.0 à PR 0.165	GRANGES GONTARDES	3	100 m	ouvert
RD 458	PR 0.165 à PR 5.254	LA GARDE ADHEMAR	3	100 m	ouvert
RD 458	PR 5.254 à PR 8.741	SAINT PAUL TROIS CHATEAUX	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 0.0 à PR 3.592	MERCUROL	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 3.592 à PR 3.831	CHANOS CURSON	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 3.831 à PR 4.327	CHANOS CURSON	2	250 m	profil en "U"
RD 532	PR 4.327 à PR 4.741	CHANOS CURSON	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 4.741 à PR 5.360	CHANOS CURSON	2	250 m	profil en "U"
RD 532	PR 5.360 à PR 7.104	CHANOS CURSON	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 7.104 à PR 7.344	BEAUMONT MONTEUX	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 7.344 à PR 7.430	CLERIEUX	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 7.430 à PR 9.939	GRANGES LES BEAUMONT	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 9.939 à PR 10.351	GRANGES LES BEAUMONT	4	30 m	ouvert
RD 532	PR 10.351 à PR 11.71	GRANGES LES BEAUMONT	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 11.71 à PR 13.770	ROMANS SUR ISERE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 29.444 à PR 30.417	PEYRINS	2	250 m	profil en "U"
RD 538	PR 30.417 à PR 32.45	PEYRINS	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 32.45 à PR 32.345	MOURS SAINT EUSEBE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 32.345 à PR 33.77	MOURS SAINT EUSEBE	2	250 m	profil en "U"
RD 538	PR 33.77 à PR 33.691	MOURS SAINT EUSEBE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 33.691 à PR 33.699	ROMANS SUR ISERE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 33.699 à PR 36.0	ROMANS SUR ISERE	2	250 m	profil en "U"
RD 538	PR 36.0 à PR 38.792	BOURG DE PEAGE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 38.792 à PR 41.384	ALIXAN	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 41.384 à PR 42.321	ALIXAN	2	250 m	profil en "U"
RD 538	PR 42.321 à PR 43.350	ALIXAN	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 43.350 à PR 45.763	MONTELMAR	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 45.763 à PR 46.331	MONTELMAR	2	250 m	profil en "U"
RD 538	PR 46.331 à PR 47.227	MONTELMAR	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 47.227 à PR 52.432	CHABEUIL	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 52.432 à PR 55.590	MONTVENDRE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 55.590 à PR 59.892	MONTMEYRAN	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 59.892 à PR 60.820	UPIE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 60.820 à PR 67.345	VAUNAVEYS LA ROCHETTE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 67.345 à PR 70.400	CREST	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 130.873 à PR 135.950	VENTEROL	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 135.950 à PR 138.280	NYONS	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 144.920 à PR 145.500	MIRABEL AUX BARONNIES	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 145.500 à PR 145.600	MIRABEL AUX BARONNIES	3	100 m	profil en "U"
RD 538	PR 145.600 à PR 147.50	MIRABEL AUX BARONNIES	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 147.50 à PR 149.364	PIEGON	3	100 m	ouvert
RD 538A	PR 3.300 à PR 4.000	MONTMEYRAN	3	100 m	profil en "U"
RD 538A	PR 4.000 à PR 5.500	MONTMEYRAN	4	100 m	ouvert
RD 538A	PR 5.50 à PR 5.630	MONTMEYRAN	3	100 m	ouvert
RD 538A	PR 5.630 à PR 7.500	BEAUMONT LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 538A	PR 7.500 à PR 8.200	BEAUMONT LES VALENCE	2	250 m	profil en "U"
RD 538A	PR 8.200 à PR 12.57	BEAUMONT LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 538A	PR 12.57 à PR 12.373	MALISSARD	3	100 m	ouvert
RD 538A	PR 12.373 à PR 12.700	BEAUMONT LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 538A	PR 12.700 à PR 14.950	VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 540	PR 4.100 à PR 5.217	MONTELMAR	4	30 m	ouvert

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
RD 540	PR 5.217 à PR 10.390	MONTBOUCHER SUR JABRON	4	30 m	ouvert
RD 540	PR 10.390 à PR 11.0	LA BATIE ROLLAND	4	30 m	ouvert
RD 540	PR 11.0 à PR 11.950	LA BATIE ROLLAND	3	100 m	profil en "U"
RD 540	PR 11.950 à PR 13.129	LA BATIE ROLLAND	4	30 m	ouvert
RD 540	PR 13.129 à PR 16.515	LA BEGUDE	4	30 m	ouvert
RD 541	PR 0.650 à PR 3.624	DONZERE	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 3.624 à PR 4.190	GRANGES GONTARDES	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 5.880 à PR 6.75	GRANGES GONTARDES	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 6.75 à PR 6.286	GRANGES GONTARDES	4	30 m	ouvert
RD 541	PR 6.286 à PR 6.312	GRANGES GONTARDES	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 6.312 à PR 7.496	VALAURIE	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 7.496 à PR 8.800	VALAURIE	4	30 m	ouvert
RD 541	PR 8.800 à PR 8.886	VALAURIE	2	250 m	profil en "U"
RD 541	PR 8.886 à PR 9.0	VALAURIE	3	100 m	profil en "U"
RD 541	PR 9.0 à PR 12.98	VALAURIE	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 12.98 à PR 12.658	REAUVILLE	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 12.658 à PR 13.639	CHANTEMERLE LES GRIGNAN	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 13.639 à PR 19.770	GRIGNAN	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 19.770 à PR 20.465	SAINT PANTALEON LES VIGNES	3	100 m	ouvert

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
AUTOROUTE A7	PR 26.280 à PR 142.610	SAINT RAMBERT D'ALBON ALBON BEAUSEMBLANT SAINT UZE SAINT BARTHELEMY DE VALS CHANTEMERLE LES BLES LARNAGE MERCUROL LA ROCHE DE GLUN PONT D'ISERE CHATEAUNEUF SUR ISERE BOURG LES VALENCE VALENCE PORTES LES VALENCE ETOILE SUR RHONE LIVRON LORIOLE SAULCE SUR RHONE LES TOURETTES LA COUCOURDE SAVASSE SAINT MARCEL LES SAUZET SAUZET MONTBOUCHER SUR JABRON ESPELUCHE ALLAN CHATEAUNEUF DU RHONE MALATAVERNE DONZERE GRANGES GONTARDES LA GARDE ADHEMAR SAINT PAUL TROIS CHATEAUX	1	300 m	ouvert
AUTOROUTE A49		BOURG DE PEAGE CHATUZANGE LE GOUBET BEAUREGARD BARET JAILLANS EYMEUX HOSTUN LA BAUME D'HOSTUN	2	250 m	ouvert

La largeur des secteurs affectés par le bruit correspond à la distance mentionnée dans le tableau ci-dessus, comptée de part et d'autre de l'infrastructure :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaire, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Article 3

Les bâtiments d'habitation, les bâtiments d'enseignement, les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale, ainsi que les bâtiments d'hébergement à caractère touristique à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 2 doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément aux décrets 95-20 et 95-21 susvisés.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustique est déterminé selon les articles 5 à 9 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé.

Pour les bâtiments d'enseignement, l'isolement acoustique est déterminé selon les articles 5 et 8 de l'arrêté du 9 janvier 1995 susvisé.

Pour les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale et les bâtiments d'hébergement à caractère touristique, l'isolement acoustique est déterminé conformément aux arrêtés pris en application du décret 95-20 susvisé.

Des copies des arrêtés du 30 mai 1996 et du 9 janvier 1995 sont annexées au présent arrêté.

Article 4

Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte pour la détermination de l'isolation acoustique des bâtiments à construire inclus dans les secteurs affectés par le bruit définis à l'article 2 sont :

CATEGORIE	Niveau sonore au point de référence, en période diurne (en dB(A))	Niveau sonore au point de référence, en période nocturne (en dB(A))
1	83	78
2	79	74
3	73	68
4	68	63
5	63	58

Ces niveaux sonores sont évalués en des points de référence situés, conformément à la norme NF S 31-130 « cartographie du bruit en milieu extérieur », à une hauteur de 5 mètres au dessus du plan de roulement et :

- à 2 mètres en avant de la ligne moyenne des façades pour les rues en « U » ;
- à une distance de l'infrastructure* de 10 mètres, augmentés de 3 dB(A) par rapport à la valeur en champ libre pour les tissus ouverts, afin d'être équivalents à un niveau en façade. L'infrastructure est considérée comme rectiligne, à bords dégagés, placée sur un sol horizontal réfléchissant.

Les notions de rue en « U » et de tissu ouvert sont définies dans la norme citée précédemment .

* Cette distance est mesurée :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche ;

- pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Article 5

Le présent arrêté est applicable à compter de sa publication au recueil des actes administratifs du département et de son affichage dans les mairies des communes concernées.

Article 6

Les communes concernées par le présent arrêté sont, par ordre alphabétique :

ALBON	EYMEUX	PIERRELATTE
ALIXAN	GERVANS	PILLES
ALLAN	GRANES	PONSAS
ALEX	GRANGES GONTARDES	PONT D'ISERE
ANDANCETTE	GRANGE LES BEAUMONT	PORTES LES VALENCE
ANNEYRON	GRIGNAN	REAUVILLE
AOUSTE SUR SYE	HOSTUN	ROMANS SUR ISERE
AUBRES	JAILLANS	ROUSSAS
BEAUMONT LES VALENCE	LA BATIE ROLLAND	SAILLANS
BEAUMONT MONTEUX	LA BAUME D'HOSTUN	SAINT BARTHELEMY DE VALS
BEAUREGARD BARET	LA BEGUDE	SAINT DONAT SUR L'HERBASSE
BEAUSEMBLANT	LA COUCOURDE	SAINT MARCEL LES VALENCE
BEAUVALLON	LA GARDE ADHEMAR	SAINT NAZAIRE EN ROYANS
BOURG DE PEAGE	LA ROCHE DE GLUN	SAINT PANTALEON LES VIGNES
BOURG LES VALENCE	LARNAGE	SAINT PAUL LES ROMANS
CHABEUIL	LAVEYRON	SAINT PAUL TROIS CHATEAUX
CHABRILLAN	LES TOURETTES	SAINT RAMBERT D'ALBON
CHANOS CURSON	LIVRON	SAINT RESTITUT
CHANTEMERLE LES BLES	LORIOLE	SAINT UZE
CHANTEMERLE LES GRIGNAN	LUS LA CROIX HAUTE	SAINT VALLIER
CHATEAUNEUF DU RHONE	MALATAVERNE	SAULCE SUR RHONE
CHATEAUNEUF SUR ISERE	MALISSARD	SAUZET
CHATUZANGE LE GOUBET	MERCUROL	SAVASSE
CLERIEUX	MIRABEL ET BLAONS	SERVES SUR RHONE
CLIOUSCLAT	MIRABEL AUX BARONNIES	SOLERIEUX
CONDORCET	MONTBOUCHER SUR JABRON	SUZE LA ROUSSE
CREST	MONTELEGER	TAIN L'HERMITAGE
CROZES HERMITAGE	MONTILMAR	TULETTE
DIE	MONTMEYRAN	UPIE
DIVAJEU	MONTOISON	VALAURIE
DONZERE	MONTVENDRE	VALENCE
EROME	MOURS SAINT EUSEBE	VAUNAVEYS LA ROCHETTE
ESPELUCHE	NYONS	VENTEROL
ESPENEL	PEYRINS	VERCHENY
ETOILE SUR RHONE	PIEGON	VINSOBRES
EURRE	PIEGROS LA CLASTRE	

Article 7

Des copies du présent arrêté sont adressées :

- aux maires des communes concernées,
- au Directeur Départemental de l'Équipement,
- aux gestionnaires de réseaux autoroutiers, routiers départementaux et de transports en communs en site propre.

Signé : LE PREFET

Le 2/03/1999

Commune de DIE
Drôme



Règlement

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



SOMMAIRE

1- DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1-1 CHAMP D'APPLICATION DES PRESCRIPTIONS DU RÈGLEMENT	4
1-2 TRAVAUX SOUMIS À AUTORISATION	4
1-3 EXTENSION DU CHAMP D'APPLICATION.....	4
1-4 CAMPING ET CARAVANAGE	5
1-5 PUBLICITÉ, ENSEIGNES ET PRÉENSEIGNES.....	5
1-6 ARCHÉOLOGIE.....	5
1-7 PORTÉE DES PRESCRIPTIONS DU RÈGLEMENT.....	6
1-8 COMPOSITION DES DOSSIERS.....	6
1-9 DIVISION DU PÉRIMÈTRE EN SECTEURS.....	7
1-9-1 Le secteur central aggloméré et urbain, comprend trois sous-secteurs:.....	7
1-9-2 Le secteur bâti péri-urbain de relation immédiate avec la cité comprend quatre sous-secteurs.....	8
1-9-3 Le secteur naturel comprend deux sous-secteurs	9
1-10 ORGANISATION DU RÈGLEMENT	9
1-11 DOCUMENTS GRAPHIQUES	9
CHAPITRE 1 – SECTEUR 1 CENTRAL.....	11
1- RÈGLES COMMUNES AU SECTEUR 1, ZONE CENTRALE AGGLOMÉRÉE	11
TOITURE	11
MURS	11
PERCEMENTS	12
MENUISERIE	12
FERRONNERIE	12
OUVRAGES ANNEXES	12
FAÇADES COMMERCIALES	13
ORNEMENTATION.....	13
PASSAGE SUR RUE	13
RÉSEAUX, VOIRIES ET ORGANES TECHNIQUES	13
2- RÈGLES PARTICULIÈRES AUX SOUS - SECTEURS 1	14
1-a Les trois artères principales rues E. Laurens, C. Buffardel, le coté Nord de la Place de la République et la rue de l'Armellerie	14
1-b Le quartier Saint Vincent.....	14
1-c Le centre ancien et ses abords immédiats	14
CHAPITRE 2 – SECTEUR 2 PÉRIPHÉRIQUE.....	16
1- RÈGLES COMMUNES AU SECTEUR 2, ZONE PÉRIPHÉRIQUE.....	16
ADAPTATION AU TERRAIN.....	16
VOLUME DES BÂTIMENTS	16
TOITURE	16
MURS	17
PERCEMENTS	17
MENUISERIE.....	17
FERRONNERIE	17
OUVRAGES ANNEXES.....	17
RÉSEAUX, VOIRIES ET ORGANES TECHNIQUES	17
2- RÈGLES PARTICULIÈRES AUX SOUS - SECTEURS 2	18
2-a sous secteur sensible de relation immédiate à dominante d'habitat	18

HAUTEUR DES BÂTIMENTS	18
TOITURE	18
PERCEMENTS	18
MENUISERIE	18
PLANTATIONS	19
OUVRAGES ANNEXES	19
2-ah sous-secteur sensible de relation immédiate du quartier Saint Pierre	19
HAUTEUR DES BÂTIMENTS	19
TOITURE	19
PLANTATIONS	19
2-b sous-secteur sensible de relation immédiate à dominante de bâtiments artisanaux	19
HAUTEUR DES BÂTIMENTS	19
TOITURE	19
MENUISERIE	20
PLANTATIONS	20
2c Sous secteur sensible de relation immédiate du site du Martouret	20
CONDITIONS GÉNÉRALES	20
HAUTEUR DES BÂTIMENTS	20
PLANTATION	21
CHAPITRE 3 – SECTEUR 3 NATUREL ET AGRICOLE	22
1- RÈGLES COMMUNES AU SECTEUR 3, ZONE NATURELLE	22
ADAPTATION AU TERRAIN	22
MURS	22
TOITURE	22
PLANTATION	22
RÉSEAUX, VOIRIES ET ORGANES TECHNIQUES	23
2- RÈGLES PARTICULIÈRES AUX SOUS - SECTEURS 3	23
3a- Sous secteur de jardins comportant des équipements publics de plein air.	23
VOLUME DES BÂTIMENTS	23
IMPLANTATION DES BÂTIMENTS	23
HAUTEUR DES BÂTIMENTS	23
PERCEMENTS	23
TOITURE	24
3b- sous-secteur naturel	24
HAUTEUR DES BÂTIMENTS	24
VOLUME DES BÂTIMENTS	24
TOITURE	24
PERCEMENTS	25
MENUISERIE	25
FERRONNERIE	25
OUVRAGES ANNEXES	25

1- DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1-1 CHAMP D'APPLICATION DES PRESCRIPTIONS DU RÈGLEMENT

Le présent règlement s'applique à la partie du territoire de la commune de DIE (Drôme) qui est délimitée par le plan de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine.

Les servitudes d'utilité publique, instituées pour la protection du champ de visibilité des monuments historiques classés ou inscrits situés dans l'Aire de mise en valeur de l'Architecture et du Patrimoine, sont suspendues uniquement dans son périmètre. En dehors de l'aire, le rayon de protection de 500 mètres subsiste. En cas de suppression ou d'abrogation de l'Aire de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine, les périmètres de protection des abords des monuments historiques entrent à nouveau en vigueur.

L'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine est sans incidence sur le régime de protection des immeubles inscrits ou classés au titre des monuments historiques situés dans son périmètre. Les travaux intervenant sur ces immeubles restent soumis également aux procédures d'autorisations particulières et les prescriptions d'aspect peuvent différer des règles prévues par l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine.

Les dispositions, notamment le zonage et le règlement, contenues dans l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine s'imposent au Plan Local d'Urbanisme et comme toutes les servitudes d'utilité publique y sont annexées. Elles sont déterminées en fonction du projet d'aménagement et de développement durables du Plan Local d'Urbanisme. Si ce dernier est opposable, il doit être rendu compatible. En cas de divergence, dans l'attente de la modification ou de la révision du Plan local d'Urbanisme, les dispositions les plus contraignantes s'imposent.

1-2 TRAVAUX SOUMIS À AUTORISATION

À l'intérieur de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine tous les travaux de construction, de démolition ou modifiant l'aspect extérieur des immeubles sont soumis à autorisation spéciale accordée par l'autorité compétente en matière d'urbanisme (maire ou préfet selon les cas), après avis de l'architecte des bâtiments de France. Lorsque ces travaux relèvent d'un régime d'autorisation (permis de construire, permis de démolir, permis d'aménager) ou de déclaration préalable au titre du code de l'urbanisme, cette autorisation ou la non-opposition à la déclaration ne peut être délivrée ou obtenue qu'après accord de l'architecte des bâtiments de France.

En cas de désaccord de l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation avec l'avis émis par l'architecte des bâtiments de France, celle-ci saisit le représentant de l'État dans la région qui émet un avis se substituant à celui de l'architecte des bâtiments de France, si l'avis de ce dernier est partiellement ou totalement infirmé. Ce nouvel avis s'impose à la collectivité.

Le ministre chargé de la culture peut évoquer tout dossier. L'autorisation ne peut dès lors n'être délivrée qu'avec son accord.

Les dispositions des articles L 421-1 à L 421-4 du code de l'urbanisme, relatifs au champ d'application respectif du permis de construire, du permis d'aménager, du permis de démolir et de la déclaration préalable sont applicables à l'intérieur de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine

1-3 EXTENSION DU CHAMP D'APPLICATION

Les travaux ayant pour objet de démolir ou de rendre inutilisable tout ou partie d'une construction doivent obligatoirement être précédés d'un permis de démolir conformément à l'article R 421-28 du code de l'Urbanisme.

1-4 CAMPING ET CARAVANAGE.

Le camping et le stationnement des caravanes, pratiqués isolément, ainsi que la création de terrains de camping et de caravanage, sont interdits sur l'ensemble de la zone de protection. Des dérogations, à caractère exceptionnel et motivé, à cette interdiction peuvent être accordées par l'autorité compétente pour statuer, après avis de l'architecte des bâtiments de France et le cas échéant, de la commission départementale des sites.

1-5 PUBLICITÉ, ENSEIGNES ET PRÉENSEIGNES.

Suivant l'article L. 581-8 du code de l'Environnement, la publicité est interdite à l'intérieur de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine.. Il peut être dérogé à cette interdiction par l'institution de zones de publicité restreinte ou de secteurs soumis au régime général fixé en application de l'article L. 581-9 du code de l'Environnement. Il peut également y être dérogé à titre exceptionnel, par l'institution d'une zone de publicité élargie lorsque la publicité est un élément déterminant de l'animation des lieux considérés. Les modalités de mise en oeuvre de ces dispositions sont fixées par le code de l'Environnement et ses textes d'application.

Toutefois, les enseignes fixées sur la façade ou posées en "drapeau" sont autorisées si leurs dimensions n'excèdent pas 60 centimètres de large et 80 centimètres de hauteur. La partie basse doit être située à plus de 3.50 mètres de hauteur par rapport au sol.

Toutes les enseignes sont soumises à autorisation du maire, après avis de l'architecte des bâtiments de France.

1-6 ARCHÉOLOGIE

La ville de Die possède un passé gallo-romain qui est à l'origine de sa création. De nombreux vestiges demeurent sur la commune ou en réemploi dans les bâtiments de la cité. Plusieurs mesures de protection existent.

L'article L 531-14 du code du patrimoine régit les découvertes fortuites et la protection des vestiges archéologiques. Il prévoit notamment que par suite de travaux ou d'un fait quelconque, la mise à jour d'objets pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art, l'archéologie ou la numismatique doit faire l'objet d'une déclaration immédiate au maire de la commune intéressée qui doit la transmettre au service régional de l'archéologie. Il peut s'agir de ruines, substructions, mosaïques, éléments de canalisation antique, vestiges d'habitation ou de sépultures anciennes, d'inscriptions, de peintures et fresques. Le propriétaire de l'immeuble demeure responsable de la conservation provisoire des vestiges de caractère immobilier découverts sur son terrain. Le dépositaire des objets assume à leur égard la même responsabilité.

Les articles L 521-1, L 522-1 et suivants du code du patrimoine prévoient que des prescriptions d'archéologie préventive soient émises lorsque des projets publics ou privés affectent ou sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique. La prescription de ces mesures d'archéologie préventive est organisée par la communication des demandes d'autorisations d'urbanisme ou de déclaration préalable, des déclarations de travaux d'affouillement et des projets de ZAC et d'aménagement soumis à étude d'impact, au service régional de l'archéologie (SRA) - direction régionale des affaires culturelles Rhône-Alpes.

Sur le territoire de la commune de Die et notamment dans l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine,, l'arrêté préfectoral n° 05.064 du 7 mars 2005 institue des zones où les projets d'aménagement affectant le sous-sol pourront faire l'objet des prescriptions archéologiques préalablement à leur réalisation. Ces périmètres archéologiques de saisine sont reportés sur le plan de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine. Les dossiers de demandes d'autorisations d'urbanisme (permis de construire, permis de démolir, permis d'aménager) et les dossiers de ZAC, situés dans ces périmètres

sont transmis à l'initiative de l'autorité compétente en matière d'urbanisme ou préalablement par le porteur de projet (pétitionnaire, ...) pour consultation du service régional de l'archéologie (SRA) - direction régionale des affaires culturelles Rhône-Alpes. L'adresse de ce service est : Le Grenier d'Abondance, 6 Quai Saint Vincent, 69283 LYON Cedex 01.

En dehors des zones de saisine archéologique, les demandes de permis d'aménager pour des opérations de lotissement et les dossiers de ZAC affectant une superficie supérieure ou égale à 3 hectares sont systématiquement transmis au service régional de l'archéologie pour instruction au titre de l'archéologie préventive. En outre, la transmission au service régional de l'archéologie des dossiers d'aménagement ou de travaux soumis à étude d'impact mais non soumis à autorisation d'urbanisme est automatique sur l'ensemble du territoire national.

Lorsqu'une prescription est édictée par le service régional de l'archéologie, le projet, objet de la demande d'autorisation d'urbanisme ou d'aménagement ne peut être mis en œuvre avant l'accomplissement de la prescription.

En application de la loi du 27 Septembre 1941, relative aux fouilles archéologiques, nul ne peut effectuer des fouilles ou sondages à l'effet de recherches de monuments ou objets pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art ou l'archéologie, sans en avoir au préalable obtenu l'autorisation ; la demande doit être adressée au ministère chargé des affaires culturelles.

1-7 PORTÉE DES PRESCRIPTIONS DU RÈGLEMENT

Les travaux soumis à autorisation sont régis, dans chaque secteur, par le présent règlement qui permet d'en conserver les caractéristiques essentielles. Ce document est opposable aux tiers en tant que servitude d'utilité publique qui s'impose aux documents d'urbanisme, notamment au Plan local d'Urbanisme (P.L.U.) et doit lui être annexé.

Un projet ne peut être autorisé que s'il satisfait en même temps l'ensemble des règles de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine, et celles édictées, soit par les documents d'urbanisme, soit résultant d'autres servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation des sols, créées en application de législations particulières.

Des adaptations pourront être autorisées, voire conseillées, afin de tenir compte de la particularité du projet et de son environnement, notamment pour des projets contemporains de qualité architecturale. Des prescriptions supplémentaires ou complémentaires, dont la nature sera appréciée par l'architecte des bâtiments de France, pourront être ajoutées pour des raisons d'ordre historique, urbain, architectural, technique ou pour des projets contemporains possédant une qualité architecturale.

Sont et demeurent applicables sur le territoire de la commune les articles d'ordre public du règlement national d'urbanisme suivants : R 111-2 (salubrité et sécurité publiques), R 111-4 (conservation et mise en valeur d'un site ou vestige archéologique), R 111-15 (respect de l'environnement). Peuvent être également mises en œuvre les dispositions du code de l'urbanisme ou d'autres législations concernant les périmètres sensibles, le droit de préemption urbain, les zones d'aménagement concerté, les plans de sauvegarde et de mise en valeur, les périmètres de restauration immobilière, les périmètres de résorption de l'habitat insalubre, les participations exigibles des constructeurs.

1-8 COMPOSITION DES DOSSIERS

Les demandes de permis de construire, permis de démolir, permis d'aménager et les déclarations préalables situées à l'intérieur de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine, doivent comporter, les mêmes pièces et documents graphiques que ceux prévus par le Code de l'Urbanisme, et notamment les pièces graphiques et photographiques. En application de l'article R 431.4, le pétitionnaire d'une demande d'urbanisme doit fournir en outre un document indiquant les matériaux utilisés et la manière de réaliser les travaux.

Pour les travaux non soumis à autorisation au titre du code de l'urbanisme, le dossier de demande

d'autorisation spéciale n'est pas subordonné à une composition particulière : il doit être accompagné des pièces permettant à l'architecte des bâtiments de France d'apprécier la nature et l'importance des travaux projetés, et être adressé en double exemplaire à la mairie.

1-9 DIVISION DU PÉRIMÈTRE EN SECTEURS

Le territoire couvert par l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine de Die est divisé en trois secteurs à l'intérieur desquels s'appliquent les dispositions du règlement.

1-9-1 Le secteur central aggloméré et urbain, comprend trois sous-secteurs:

1-a Le triangle formé par les 3 artères principales rues E. Laurens, C. Buffardel, et la rue de l'Armellerie, y compris le coté Nord de la Place de la République

Ce sont les trois artères historiques de la ville de Die, la rue Camille Buffardel, les rues Emile Laurens et de l'Armellerie. Le sous-secteur est constitué par un bâti en ordre continu et relativement homogène, dont l'alignement des façades ordonnancées constitue des séquences caractéristiques de la ville. Une partie forme la fermeture de la place de la République face à l'ancienne cathédrale classée Monument Historique. La majorité des bâtiments possède trois niveaux sur rez-de-chaussée.

1-b Le quartier Saint Vincent

Compris entre la cathédrale et la place de l'Evêché, ce quartier est limité au sud par l'ancien palais épiscopal devenu durant deux siècles mairie et tribunal. Les bâtiments possèdent une hauteur variant entre un et deux étages sur rez-de-chaussée et s'implantent soit en alignement sur rue soit en retrait, avec une cour ou un jardin les séparant entre la rue, tel l'ancien presbytère dont une partie est classée Monument Historique. L'unité de ce quartier, aéré, est cependant assurée par les murs de clôture à l'alignement des rues. Une partie forme rue avec l'ancienne cathédrale classée Monument Historique.

1-c Le centre ancien et ses abords immédiats

Ce sous-secteur regroupe plusieurs quartiers qui ont été fortement modifiés au cours du XXe siècle. Il est constitué par un bâti disparate ponctué de quelques bâtiments (par exemple la Maison dite du notaire Chambron, classée Monument Historique) comportant des éléments d'architecture du XVe et d'époque classique. Les bâtiments possèdent une hauteur variant entre un et trois étages sur rez-de-chaussée et s'implantent en alignement sur rue. Les alignements et les murs de clôture maintiennent une relative unité dans ce sous-secteur. Il se décompose en trois parties.

1. Un quartier central en triangle situé à l'arrière des bâtiments bordant les trois artères (E. Laurens / C. Buffardel / Armellerie).
2. Sur les premières pentes du plateau dominant au nord la cité de Die :
 - dans sa partie Ouest entre la ligne de rempart et la rue Bouvier, un quartier fermé avec des voies en impasse entre l'hôpital et l'arrière de la rue C. Buffardel ;
 - au centre, le quartier de Chastel qui conserve son aspect rural et médiéval et se termine contre la ligne intérieure des remparts;
 - à l'est, le quartier Saint Marcel composé d'un bâti datant du XIXe siècle et d'anciennes usines et fabriques. La majeure partie du bâti est à un étage sur rez-de-chaussée, quelques bâtiments possèdent deux étages voire trois sur rez-de-chaussée suivant la pente du terrain. La place Antonin Chevandier forme le cadre de la porte Saint Marcel, classée Monument Historique.
3. Au Sud de la cité,
 - entre l'arrière des bâtiments donnant sur la rue Emile Laurens et la ligne de rempart le quartier du Four, supporte un bâti de type rural en majorité à un étage sur rez-de-

- chaussée, urbanisé depuis le XIXe siècle suivant une trame parcellaire de petites dimensions homogènes
- les rues du Collège et des Casernes constituent l'amorce d'un quartier urbain hétérogène avec de larges espaces de jardins et un bâti évoluant entre un et trois étages sur rez-de-chaussée ;
 - à l'est, ce sous-secteur est délimité par la rue Pailleuse, l'arrière du bâti de la rue de l'Armellerie, l'îlot de la Sous Préfecture, l'îlot rue des Prêtres, rue du Ponet, Place de l'Hôtel de Ville jusqu'au remparts classés Monument Historique. La partie comprise entre l'arrière de la rue de l'Armellerie et les remparts présente une typologie proche d'un habitat rural urbanisé tardivement dont la majorité du bâti comporte un étage sur rez-de-chaussée avec toutefois un îlot possédant un niveau supérieur. La partie hors remparts sur la rue Jean Jaurès a été construite à la fin du XIXe siècle.

1-9-2 Le secteur bâti péri-urbain de relation immédiate avec la cité comprend quatre sous-secteurs

2-a Un sous-secteur sensible de relation immédiate à dominante d'habitat se situant :

- au nord-est du secteur de Saint Laurent Chamargues et composé de maisons individuelles regroupées en hameau à l'intersection des routes de Die à Ponet et à Marignac,
- dans la moitié sud de la vieille ville; ce sous-secteur comprend:
 - à l'est, l'extension urbaine immédiate, essentiellement développée sur des terrains plats le long de la voie vers Sisteron, entre le Viaduc et la colline de Purgnon, est constituée d'un habitat individuel ou s'insèrent des immeubles collectifs et équipements publics. Un habitat pavillonnaire se prolonge le long de la vallée du Meyrosse le long de la route de Romeyer,
 - à l'ouest l'extension urbaine immédiate s'est développée à partir de la création de la gare et représente aujourd'hui un habitat pavillonnaire ancien avec des maisons de ville,
 - au sud - est, il s'agit d'un habitat, plus récent, de type pavillonnaire rive gauche de la Drôme, dans les quartiers de Martouret et Les Miellons.

L'importance de ce sous-secteur est d'assurer une continuité urbaine, tout en conservant la lisibilité de la ville ancienne.

Il s'agit d'un secteur de densité moyenne qui constitue un espace de transition entre le bourg ancien et l'extension péri urbaine sous forme de villas.

2-ah Un sous-secteur sensible de relation immédiate identique dans ses caractéristiques au précédent mais englobant le quartier Saint Pierre avec les extensions de l'hôpital, le lycée et des immeubles collectifs où la hauteur à l'égout est portée à 9 mètres.

2-b Un sous-secteur sensible de relation immédiate à dominante de bâtiments artisanaux

Situé au sud de la voie ferrée et à l'ouest de la ville, ce sous-secteur constitue la transition entre la zone destinée à l'implantation de bâtiments industriels et la zone de jardins constituée de terres alluvionnaires dans la courbe de la Drôme.

2-c Le sous-secteur sensible de relation immédiate du site du Martouret.

Constituant la limite à l'est de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine, le site du Martouret comporte deux parties :

- l'une englobant les bâtiments existants d'intérêt architectural divers qui sont appelés à être restructurés et améliorés, les quatre bâtiments précaires devront être démolis au préalable ;

- le seconde en pied de colline sera aménagée sous forme d'une seule opération d'ensemble suivant un phasage à préciser ; la conception de l'opération et des bâtiments devra justifier du respect des composantes de l'environnement.

1-9-3 Le secteur naturel comprend deux sous-secteurs

3-a Un sous-secteur sensible de jardins,

Situé en contre bas de la ville, ce sous-secteur est constitué actuellement de jardins sur un petit parcellaire. En outre des équipements publics de plein air y sont déjà installés ; les bâtiments annexes devront être limités à une hauteur maximum de 4,00 mètres de manière à conserver la lisibilité de la ville.

3-b Un sous-secteur naturel et agricole qui représente le cadre général participant à la perception du site de la ville,

Il en est indissociable puisque participant à la mise en valeur du site et de la ville. Il est composé

:

- à l'est par la rive droite de la rivière de Meyrosse et les rebords marneux du plateau jusqu'au rempart ;
- au sud - est de la ville, immédiatement en contrebas des remparts classés Monument Historique et du pont Louis Philippe dans la boucle de la rivière de Meyrosse, par des prés avec quelques jardins à l'arrière d'habitations et d'un vaste stationnement arboré ;
- au sud, rive gauche de la Drôme, par des terres agricoles et le boisement du versant nord de la montagne de Justin ;
- au nord, par les terres agricoles, sur le plateau où est installé le rempart classé Monument Historique jusqu'aux premières lignes d'inflexion du relief qui dérobent à la vue les fortifications ;
- par les espaces à l'intérieur des remparts jusqu'en limite des secteurs urbains, dans le quartier de la Citadelle ;
- au seuil de découverte de la combe de Die, par la partie centrale du site de Saint Laurent où est implanté la château de Saint Laurent, classé Monuments Historiques, la plaine de Chamarges et le plan de Conches constituant un paysage agricole très préservé de grandes parcelles ponctuées de noyers.

1-10 ORGANISATION DU RÈGLEMENT

La partie réglementaire est divisée en trois chapitres:

- le chapitre 1 comportant les règles communes au secteur central aggloméré ;
- le chapitre 2 comportant les règles communes au secteur périphérique bâti ;
- le chapitre 3 comportant les règles communes au secteur naturel et agricole.

À la suite des règles générales de chaque chapitre, sont portées les règles particulières propres à chaque sous-secteur.

1-11 DOCUMENTS GRAPHIQUES

Le périmètre où s'appliquent les règles de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine est reporté sur les documents graphiques :

- N°1 définissant le périmètre de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine à l'échelle de la commune au 1/ 15 000^{ème}.

- N° 2 définissant le périmètre et les sous-secteurs de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine à l'échelle de 1/5 000^{ème}.
- N° 3 définissant, pour le centre ville et la périphérie immédiate, le périmètre de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine, et les sous-secteurs, à l'échelle de 1/2 500^{ème}.

CHAPITRE 1 – SECTEUR 1 CENTRAL

1- RÈGLES COMMUNES AU SECTEUR 1, ZONE CENTRALE AGGLOMÉRÉE

Il s'agit d'un secteur bâti et aggloméré central, constitué par des bâtiments riches d'éléments d'architecture médiévale et classique et de vestiges archéologiques. Les présentes règles communes sont complétées par des règles particulières propres à chaque sous-secteur.

- Le gabarit du bâti actuel sera conservé. Cependant, les modifications de toiture et de gabarit pourront être autorisées pour permettre la mise à niveau des égouts de toiture du bâtiment avec un des bâtiments mitoyens.
- Les démolitions d'immeubles existants sans reconstruction sont interdites. Toutefois la démolition d'un immeuble qui ne possède pas d'éléments particuliers d'architecture ou de vestiges archéologiques peut être autorisée si cette opération présente un intérêt d'aménagement.
- Les extensions, créations, reconstructions de balcons, de vérandas et appentis ne pourront être tolérées qu'exceptionnellement.
- Sur rue, impasse et place, la démolition ou modification des murs de clôture est interdite, ceux-ci doivent être entretenus et reconstruits à l'identique en cas d'effondrement.

TOITURE

- Les faîtages seront parallèles aux voies publiques.
- Les toitures en angle de rues seront réalisées en croupe.
- L'égout de toiture sera toujours parallèle à la rue ou voie.
- Les couvertures seront réalisées en tuiles canal de courant et de couverte ; les couleurs rouge cru et jaune sont interdites.
- Les tuiles d'égout reposeront directement sur la génoise, corniche ou dépasé de toiture suivant les sous-secteurs ; aucune surépaisseur entre couronnement de murs et couverture n'est admise.
- Les supports rigides en sous toiture sont proscrits.
- Les rives seront constituées par une double rangée de tuiles canal posée en couverte en tête de mur.
- Les souches de cheminées seront soit enduites au mortier soit en pierre. Les solins seront réalisés en plomb ou en zinc ou enduits en finition dans le ton de la souche.
- La transformation du dernier niveau en toiture terrasse accessible ne doit pas être perceptible depuis les rues et les espaces publics. Les terrasses doivent être tenues dans tous les cas en retrait des façades par une bande de couverture conservée ou reconstruite à l'égout et en pignon, d'une largeur minimum de deux mètres et cinquante centimètres.
- Les panneaux de chauffage solaire et de cellules photovoltaïques devront faire l'objet d'une intégration soignée. Ils seront disposés de préférence en partie haute des toitures sur toute la largeur du versant et sur une surface maximale de 30 % du versant de toiture où ils sont installés. En outre, ils ne devront pas être visible depuis l'espace public à proximité.

MURS

- Les murs seront:
 - soit en pierre calcaire de teinte et d'appareil similaire à l'existant, les joints sont exécutés avec un mortier dont l'importance et la couleur ne créent pas de contraste avec la pierre ; les joints lissés au fer, teintés ou en relief sont interdits,
 - soit enduits avec un mortier de chaux de teinte ocrée avec une finition talochée.
- La coloration des enduits si elle ne provient pas des matériaux constitutifs (sables, pigments et liants) sera effectuée par un badigeon à la chaux suivant l'échantillonnage local.
- Toute peinture appliquée directement sur les pierres est interdite.

- Tout enduit est interdit sur un appareillage d'encadrement de baies ou de moellons en pierre taillée en grande surface.
- Les soubassements seront identiques à la façade, toutefois peuvent déroger à la règle:
 - des immeubles possédant un commerce en rez-de-chaussée, suivant les prescriptions ci-après,
 - des immeubles où subsiste un appareillage de moellons taillés.
- Le jointoiement d'une maçonnerie de pierres en petit appareillage est à proscrire.

PERCEMENTS

- Les rythmes verticaux et les symétries existantes des ouvertures en façade seront conservés ou rétablis.
- La création de porte-fenêtre et de balcon sur l'espace public est interdite; toutefois il pourra être admis, suivant la composition de la façade, une porte-fenêtre avec un garde-corps formant une saillie de moins de dix centimètres du plan de la façade ; la pierre de seuil devra alors être moulurée.
- Toute fermeture de baie préexistante possédant un encadrement en pierres taillées est interdite ; pourront déroger à la règle les baies dont la fermeture se justifie par l'aménagement intérieur, dans ce cas, elles seront traitées en niche, le fond enduit se situant à vingt centimètres du parement extérieur de façade.
- Si la façade est en pierre appareillée, l'encadrement des percements à restaurer, créer ou rétablir sera en pierre de taille d'aspect identique à l'existant.
- La hauteur des percements est décroissante du niveau inférieur au niveau supérieur.
- Les fenêtres immédiatement sous avancée de toiture seront plus petites que celles situées aux étages inférieurs ; en combles elles peuvent être de formes losangées ou circulaires.
- La hauteur des percements à réaliser sera d'environ 1,6 fois leur largeur à l'exception des ouvertures de moins de soixante centimètres de large qui peuvent être carrées ;
- Les bandeaux formant appuis de fenêtres seront conservés.
- Les appuis de fenêtres seront réalisés en pierre moulurée.

MENUISERIE

- Toutes les menuiseries extérieures seront en bois peint ; les portes d'entrée qui seraient réalisées en bois de feuillus (chêne, châtaignier, noyer) pourront être cirées ou bien traitées avec une lasure de protection n'altérant pas la teinte d'origine du bois.
- Les baies d'éclairement et de passage seront installées en retrait de vingt à trente centimètres du parement de la façade.
- La quincaillerie sera peinte de la même couleur que les menuiseries.
- Les fenêtres ou portes fenêtres seront "ouvrant à la française" à deux vantaux avec des bois horizontaux créant 3 ou 4 compartiments rectangulaires dans le sens vertical et vitrés avec une vitre claire; toutefois les menuiseries de petites dimensions ou celles dont la composition de façade ou le parti architectural le justifie, peuvent être vitrées d'une seule pièce.
- Les volets extérieurs ou contrevents seront pleins à lames verticales sur cadres ou à lames croisées.
- Les écharpes en "Z" sont interdites.
- Les persiennes métalliques ou en P.V.C., les volets roulants, y compris ceux cachés par un lambrequin, sont interdits.
- Lors du remplacement des menuiseries, le dormant de l'ancien châssis sera déposé afin de ne pas créer de surépaisseur et conserver le maximum de clair de jour.

FERRONNERIE

- Les grilles de défense des percements et des passages seront à barreaudage droit et composées de plans verticaux.
- Les garde-corps faisant saillie et ceux en bois, en verre ou en profilés d'aluminium sont interdits.

OUVRAGES ANNEXES

- Les gouttières pendantes et les descentes d'eau pluviale en matière plastique (PVC ou similaire)

- sont interdites.
- Les canalisations d'évacuation des eaux domestiques à l'extérieure des façades sont interdites.
 - Les conduits de fumée et de ventilation en saillie sur les façades et pignons sont interdits.
 - Les coffrets de comptage électrique seront protégés par une porte bois fermant une niche dans les murs.
 - Les terrasses vitrées et vérandas ne devront pas être visibles depuis l'espace public dans un rayon de 100 mètres depuis leur localisation..

FAÇADES COMMERCIALES

- La création de façades commerciales est autorisée en rez-de-chaussée, elle respectera l'esprit de l'architecture traditionnelle du bâtiment et de ses ordonnancements.
- Seul est autorisé l'agrandissement des baies du rez-de-chaussée par suppression des allèges des fenêtres et en reconstituant à l'identique les pierres d'encadrement
- Les menuiseries en aluminium de coloris argent ou doré sont interdites.
- Les vitrines seront soit:
 - alignées avec le plan général de la façade,
 - en retrait de 15 à 20 cm de la façade à l'exception des façades en bois mouluré ou sculpté qui pourront être en saillie
- Les façades existantes en bois mouluré ou sculpté devront être maintenues, elles sont autorisées pour de nouvelles créations.
- Tous matériaux de placage du type céramique, carrelage, fausse pierre, croûte de bois, bacs métalliques ou matières plastiques (PVC ou similaire) sont interdits.

ORNEMENTATION

- Aucune ornementation, peinture, fresque, d'origine ou découverte fortuitement lors de travaux ne devra être recouverte ou détruite.

PASSAGE SUR RUE

- Les volumes formant passage sur rue, les arcs en maçonnerie entre bâtiments devront être conservés et restaurés lors des travaux de réhabilitation et d'entretien du bâti auxquels ils sont rattachés.
- La volumétrie d'origine ne peut être modifiée.

RÉSEAUX, VOIRIES ET ORGANES TECHNIQUES

- Les lignes de transport d'énergie et de télécommunication seront enterrées. Dans leur partie aérienne, elles devront suivre les génoises, les rives, les descentes d'eau pluviale ou les limites de mitoyenneté entre immeubles.
- Les sections à l'air libre des canaux d'alimentation en eau et d'irrigation ne pourront être recouverts, busés ou comblés ; ils doivent être entretenus et curés pour maintenir le libre passage de l'eau. Les projets de travaux de réfection ou ayant un impact sur ces ouvrages, devront être soumis au préalable pour avis à l'architecte des bâtiments de France.
- Les petits bâtiments techniques respecteront les règles du secteur où ils sont implantés.
- Le mobilier urbain sera réalisé en pierre calcaire ou claire, béton bouchardé et fer plein, suivant une ligne sobre.
- Les corbeilles de propreté seront toujours attenantes à un autre élément de mobilier.
- Le bornage de contrainte sera constitué de cylindres en pierre calcaire ou en fonte.
- Le traitement des sols sera réalisé avec des dalles calcaires, des agrégats de calcaire ou des galets, liés avec des ciments blancs ou gris.
- Les produits industrialisés et modulaires ainsi que les coloris rouge et rose sont à proscrire.
- Les arbres de haute tige à planter seront retenus parmi des feuillus ou des fruitiers, les conifères sont interdits à l'exception des cèdres.

2- RÈGLES PARTICULIÈRES AUX SOUS - SECTEURS 1

1-a Les trois artères principales rues E. Laurens, C. Buffardel, le coté Nord de la Place de la République et la rue de l'Armellerie

Dans ce sous-secteur, seuls des travaux d'entretien, de restauration, de reconstruction et de mise en conformité avec les prescriptions qui y sont afférentes sont autorisés.

- La fermeture de l'avant-toit sera constituée :
 - soit par une génoise dont le nombre de rangs en tuiles rondes est égal au nombre de niveaux du bâtiment,
 - soit par un support de charpente recevant un lattis ou un voligeage en forme de large gorge et un enduit grillagé au mortier de chaux imitant les corniches en pierre (celle-ci en petit nombre sur le secteur font partie du couronnement du mur de façade).
- Aucun bois de charpente ne sera visible en pignon et façade à l'exception des terrasses couvertes au dernier niveau.
- La hauteur maximale des percements au premier étage est fixée à 1,70 mètre, la hauteur maximale des percements au second étage est fixée à 1,40 mètre.

1-b Le quartier Saint Vincent

Dans ce sous-secteur, seuls des travaux d'entretien, de restauration, de reconstruction et de mise en conformité avec les prescriptions qui y sont afférentes sont autorisés.

- La démolition sans reconstruction de l'immeuble, dit salle Jeanne d'Arc, situé parcelle 336 pour partie section AV, est autorisée.
- L'égout de toiture est réalisé par une génoise à deux rangs en tuiles rondes ou par un dépassé de toit possédant une saillie de 30 cm au maximum réalisé en volige sur des corbeaux en bois.
- En pignon, aucun bois de charpente ne sera visible.
- Dans ce sous-secteur, l'utilisation de menuiserie en aluminium n'est pas admise pour les façades commerciales.

1-c Le centre ancien et ses abords immédiats

Dans ce sous-secteur, les constructions neuves, les travaux d'entretien, de restauration, d'extensions et d'adjonctions au bâti existant en conformité avec les prescriptions afférentes à ce secteur sont autorisés.

- Les constructions neuves et les adjonctions au bâti existant pourront présenter une écriture architecturale contemporaine qui réinterprétera les caractéristiques du bâti du quartier dans la composition volumétrique et les détails constructifs par l'usage et la mise en œuvre de matériaux contemporains.
- Les constructions nouvelles s'implanteront à l'alignement des voies suivant le plan de façade des mitoyens. Toutefois une implantation en retrait est autorisée. Dans ce cas, un mur de clôture d'une hauteur de 1,80 m sera réalisé à l'alignement de la voie en continuité des façades des mitoyens suivant les prescriptions afférentes au secteur. Sur place publique, l'implantation des constructions nouvelles suivant l'alignement général existant est obligatoire.

- La hauteur maximale des constructions nouvelles sera de 6 mètres entre l'égout de toiture et la voie publique ou le terrain naturel. Cependant pour des adaptations particulières, telles que la préservation d'un alignement, du caractère d'une rue, des contraintes techniques constructives, l'alignement suivant l'égout du bâtiment mitoyen pourra être possible. La hauteur maximale de l'égout pourra être portée à 9 mètres si cette hauteur est représentative des bâtiments d'une rue ou impasse
- Dans le terrain, dit "secteur Hostache", délimité par la rue du Faubourg Saint Marcel, la route départementale n° 742 et la rivière de Meyrosse, la hauteur maximale est limitée à la cote 427 m. suivant le Nivellement Général de la France.
- La fermeture de l'avant toit sera constituée :
 - soit par une génoise dont le nombre de rangs en tuiles rondes est égal au nombre de niveaux du bâtiment,
 - soit par un support de charpente recevant un lattis ou un voligeage en forme de large gorge et un enduit grillagé au mortier de chaux.
- Aucun bois de charpente ne sera visible en pignon et façade.

CHAPITRE 2 – SECTEUR 2 PÉRIPHÉRIQUE

1- RÈGLES COMMUNES AU SECTEUR 2, ZONE PÉRIPHÉRIQUE

- Les constructions neuves et les murs de clôture, les travaux d'entretien, de restauration, d'extensions et d'adjonctions au bâti existant, réalisés en conformité avec les prescriptions afférentes à ce secteur sont autorisés.
- Les démolitions sont autorisées.
- Les limites du tènement de propriété ou de la parcelle seront plantées au minimum d'une haie.
- L'installation au sol de panneaux de chauffage solaire et de cellules photovoltaïques n'est pas autorisée.
- Des dérogations dûment motivées aux règles ci-dessous sont admissibles pour les bâtiments et équipements d'intérêt public ou collectif.

ADAPTATION AU TERRAIN

- Le bâtiment s'adaptera au sol et respectera les dénivellations du terrain.
- Tout terrassement, mouvement de terres, création de plate-forme seront strictement réduits au minimum.

VOLUME DES BÂTIMENTS

- L'implantation des bâtiments respectera :
 - les directions générales données par les bâtiments mitoyens sauf contradiction notable,
 - ou la direction des limites du parcellaire.
- Les façades seront toujours plus longues que les pignons.
- Les façades seront parallèles aux voies publiques et s'implanteront suivant l'alignement des bâtiments existants.
- Les extensions ou adjonctions seront réalisées en continuité des bâtiments initiaux conservés.

TOITURE

- Si la couverture est en tuiles, le faîtage sera parallèle à la façade la plus longue.
- Les souches de cheminée seront enduites ou en pierre.
- Les génoises préfabriquées sont interdites.
- Aucun bois de charpente ne devra être visible en égout et en rive à l'exception des bâtiments situés le long de l'avenue Sadi Carnot.
- Les solins, raccords et protections d'étanchéité en aluminium de teinte "argent" sont interdits.
- Les panneaux de chauffage solaire et de cellules photovoltaïques devront faire l'objet d'une intégration soignée. Ils seront disposés de préférence en partie haute des toitures sur toute la largeur du versant et sur une surface maximale de 30 % du versant de toiture où ils sont installés. En outre, ils ne devront pas être visible depuis l'espace public à proximité.

MURS

- Les murs seront construits soit :
 - en pierre calcaire avec des joints exécutés avec un mortier dont l'importance et la couleur ne créent pas de contraste avec la pierre ; les joints lissés au fer, teintés ou en relief sont interdits;
 - de tout matériau revêtu d'un enduit dont la dernière couche possèdera une finition grattée ou talochée finement.

dérogent à cette règle, les bâtiments neufs qui pourront recevoir des lames de bardage en bois, posées verticalement sur 30 % de la surface des murs extérieurs périphériques et en totalité de la surface pour les extensions de bâtiments existants.

- Les soubassements, terrasses et garde-corps maçonnés seront identiques à la façade.
- Les murs de soutènement seront en pierres.

PERCEMENTS

- Si la façade est en pierres, les encadrements des percements seront en pierre.
- Les alignements verticaux devront être respectés.
- Les ouvertures de taille inférieure ou égale à 60 cm. pourront être inscrites dans un carré.

MENUISERIE

- Toute menuiserie en matière plastique (P.V.C. ou similaire) est interdite.

FERRONNERIE

- Les grilles de défense des percements et passage, les garde-corps seront à barreaux droits ; les galbes sont interdits.

OUVRAGES ANNEXES

- Les conduits de fumée et de ventilation ne devront pas être en saillie sur les façades et seront intégrés dans le volume du bâti.
- Les gouttières et descentes d'eau pluviale seront en zinc
- Les murs de clôture seront soit :
 - en moellons de pierre calcaire,
 - en galets de rivière, alternant ou non par bande avec les moellons de pierre,
 - d'un matériau revêtu d'un enduit dont la dernière couche possèdera une finition grattée ou talochée finement,
- Les clôtures pourront également être constituées de végétaux d'essences locales doublés d'un grillage situé à l'intérieur de la parcelle.
- Les murs " bahuts " surmontés d'un grillage sont interdits.
- La hauteur des murs de clôture est limitée au maximum à 1,60 m.

RÉSEAUX, VOIRIES ET ORGANES TECHNIQUES

- Les lignes de transport d'énergie et de télécommunication seront enterrées. Dans leur partie aérienne, elles devront suivre les génoises, les rives, les descentes d'eau pluviale ou les limites

- de mitoyenneté entre immeubles.
- En espace ouvert, les éventuels poteaux tolérés seront en bois et implantés coté amont de la voirie et/ ou du coté opposé à la découverte du site.
 - Les sections à l'air libre des canaux d'alimentation en eau et d'irrigation ne pourront être recouverts, busés ou comblés ; ils doivent être entretenus et curés pour maintenir le libre passage de l'eau. Les projets de travaux de réfection ou ayant un impact sur ces ouvrages, devront être soumis au préalable à l'avis de l'architecte des bâtiments de France.
 - Les petits bâtiments techniques respecteront les règles du secteur où ils sont implantés.
 - Les murs de soutènement et les parapets des voiries seront réalisés en pierre calcaire ; les glissières métalliques sont interdites.
 - Les revêtements de chaussée, d'aire de stationnement seront réalisés soit avec un liant hydrocarboné de type « bi-couche » comportant exclusivement des granulats beige clair soit avec un béton de voirie de teinte claire, soit en gravillons beige clair ou en agrégats de calcaire.
 - Les terrassements et remblais seront recouverts de terre végétale et plantés.
 - Toutes les voies qui seront créées ou élargies devront être aménagées et plantées de part et d'autre par une plantation d'alignement constituée de feuillus de force 60/80 (circonférence mesurée en cm. à 1 mètre du sol). Suivant la configuration et la topographie des lieux, un coté de la voie pourra être laissé sans plantation pour permettre la découverte d'un site ou pour assurer la sécurité des usagers.

2- RÈGLES PARTICULIÈRES AUX SOUS - SECTEURS 2

2-a sous secteur sensible de relation immédiate à dominante d'habitat

HAUTEUR DES BÂTIMENTS

- La hauteur maximale à l'égout ne pourra excéder sept mètres.
- Si le bâtiment possède une façade sur voie publique dont la longueur est supérieure à huit mètres, la hauteur maximale à l'égout pourra être portée à huit mètres.

TOITURE

- Des toits terrasse pourront être autorisés pour assurer une liaison difficile entre deux bâtiments ou pour les extensions et constructions neuves ; dans tous les cas ils devront être végétalisés.
- Si la couverture est réalisée en tuiles, celles-ci seront
 - en tuiles romanes.
 - en tuiles canal comportant des tuiles de courant et de couverte, dans ce cas la pente n'excédera pas un maximum de 33 cm par mètre.
 - en tuile plates de type « Saint Vallier » dans le quartier de la Gare et le long de l'avenue Sadi Carnot, si le bâtiment d'origine possède une pente de toiture supérieure à 50 % .

PERCEMENTS

- La hauteur des percements sera supérieure à leur largeur dans une proportion de l'ordre de 1,6.
- Les bâtiments neufs peuvent déroger à cette règle pour la création de baies sur terrasse.

MENUISERIE

- Les volets extérieurs seront pleins à lames verticales avec traverses haute et basse emboîtées ou sur cadre intérieur rapporté ; les écharpes en Z sont interdites.
- Les baies sur terrasse des bâtiments neufs peuvent déroger à cette règle.

PLANTATIONS

- Les arbres de haute tige seront des feuillus et fruitiers, les conifères sont interdits à l'exception des cèdres.

OUVRAGES ANNEXES

- Le long de l'avenue Sadi Carnot, les murs de clôture :
 - seront enduits et ne pourront excéder un mètre de hauteur depuis le terrain naturel ;
 - pourront être surmontés d'un barreaudage vertical, l'ensemble n'excédera pas deux mètres depuis la voie publique ;
 - seront implantés à l'alignement du domaine public, suivant l'alignement général.

2-ah sous-secteur sensible de relation immédiate du quartier Saint Pierre

HAUTEUR DES BÂTIMENTS

- La hauteur maximale à l'égout ne pourra excéder neuf mètres

TOITURE

- La pente des toitures sera comprise entre un minimum de 30 centimètres et un maximum de 40 cm par mètre.
- Les couvertures seront réalisées en tuiles canal ou romanes.
- Si la couverture est réalisée en tuiles canal celle-ci comportera des tuiles de courant et de couverte, dans ce cas la pente n'excédera pas un maximum de 33 cm par mètre.

PLANTATIONS

- Les arbres de haute tige seront des feuillus et fruitiers, les conifères sont interdits à l'exception des cèdres.

2-b sous-secteur sensible de relation immédiate à dominante de bâtiments artisanaux

HAUTEUR DES BÂTIMENTS

- La hauteur maximale à l'égout ne pourra excéder neuf mètres.

TOITURE

- La pente des toitures sera comprise entre un minimum de 25 centimètres et un maximum de 40 cm par mètre.
- Les couvertures seront réalisées en tuiles canal ou romanes.
- Si la couverture est réalisée en tuiles canal celle-ci comportera des tuiles de courant et de couverte, dans ce cas la pente n'excédera pas un maximum de 33 cm par mètre.
- Pour les bâtiments d'activités, l'utilisation de bac acier prélaqué ou de plaques de zinc prépatiné posées à joints debout est autorisée.

MENUISERIE

- Si les volets extérieurs sont en bois, ils seront pleins à lames verticales avec traverses hautes et basses emboîtées ou sur cadre intérieur rapporté; les écharpes en Z sont interdites.

PLANTATIONS

- Pour toute construction neuve il sera planté sur le terrain d'assiette des feuillus de haute tige ou fruitier :
 - suivant ses limites ou en retrait conformément aux dispositions du Code Civil , l'espace maximum entre chaque arbre est de 8 mètres;
 - à raison d'un sujet pour 100 mètres carrés.
- Les conifères sont interdits.

2c Sous secteur sensible de relation immédiate du site du Martouret.

Le quartier du Martouret est bâti sur un relief en avancée dans la vallée de la Drôme qui ferme le site global où la ville de Die est implantée. De ce fait il se situe dans un rapport visuel important avec la ville et participe à sa mise en valeur.

Dans ce sous-secteur de projets, tous les aménagements et toutes les constructions seront conçus dans le cadre d'un plan d'aménagement d'ensemble pour chacune des deux parties :

- l'un pour le sommet de la colline comportant des bâtiments contemporains dénommé 2ca sur les documents graphiques,
- le second pour l'urbanisation en pied de colline, dénommé 2cb.

CONDITIONS GÉNÉRALES

- Dans ce sous-secteur, les constructions et les aménagements pourront déroger aux règles communes du secteur 2, sur avis de l'architecte des bâtiments de France.
- Seuls seront autorisés les démolitions, les travaux d'aménagement et de construction réalisés sous forme d'une opération d'ensemble couvrant la totalité de chacun des secteurs 2ca et 2cb sans exclure plusieurs phases de réalisation.
- Dans le secteur 2ca, la démolition des quatre bâtiments sur le versant ouest de la colline sera effectuée préalablement à toute nouvelle construction prévue suivant le plan d'aménagement d'ensemble.
- Dans le secteur 2cb :
 - seules seront autorisées les constructions définies dans le plan d'aménagement d'ensemble préalable à toute autorisation administrative d'aménager et de construire ;
 - les constructions devront être édifiées en mitoyenneté ou au moins sur une des limites latérales du terrain ;
 - les ensembles bâtis présenteront une homogénéité dans leur volumétrie, taille et direction ;
 - au moins une façade sera alignée sur la voie publique.

HAUTEUR DES BÂTIMENTS

- Dans le secteur 2ca, depuis le pied des bâtiments existants jusqu'au ruisseau de Martouret la hauteur maximale ne dépassera pas 450 mètres suivant le Nivellement Général de la France.
- Dans le secteur 2cb, la hauteur des bâtiments sera comprise entre six et neuf mètres, exceptées les annexes qui pourront être de hauteur inférieure si elles sont de taille réduite, tels garages, locaux de technique de service.

PLANTATION

- Les plantations de résineux en alignement le long de la voie d'accès au site sur le versant ouest, les platanes en sommet au nord et à l'est du bâti d'origine, seront conservées en l'état.
- Tout arbre devant être abattu sera remplacé par un sujet d'essence équivalente de force 60/80 (circonférence mesurée en cm. à 1 mètre du sol).

CHAPITRE 3 – SECTEUR 3 NATUREL ET AGRICOLE

1- RÈGLES COMMUNES AU SECTEUR 3, ZONE NATURELLE

- Seuls les travaux d'entretien, de restauration de bâtiments en conformité avec les prescriptions afférentes à ce secteur sont autorisés, sont également autorisés les bâtiments de moins de 15 mètres carrés de surface de plancher à usage d'abri de jardin.
- Les travaux d'extensions et d'adjonctions au bâti existant sont autorisés si le bâtiment d'origine possède une surface minimale de cent mètres carrés de plancher ; les bâtiments publics et les bâtiments d'exploitations agricoles dont l'éloignement est nécessaire pour des raisons sanitaires, dérogent à cette règle.
- Les démolitions sont autorisées.
- Les extensions, création, reconstruction de balcons, de vérandas et appentis ne pourront être tolérées qu'exceptionnellement.
- Les peintures et enduits de teinte blanche sont interdits.

ADAPTATION AU TERRAIN

- Les bâtiments s'adapteront au sol et respecteront les dénivellations du terrain.

MURS

- Les murs seront construits :
 - soit en pierre calcaire et galets de rivière, les joints seront exécutés avec un mortier dont l'importance et la couleur ne créent pas de contraste avec la pierre; les joints lissés au fer, teintés ou en relief sont interdits;
 - soit de tout matériaux revêtus d'un enduit dont la dernière couche sera grattée ou talochée finement.

dérogent à cette règle, les extensions des bâtiments existants ou les bâtiments à usage d'abri de jardin qui pourront recevoir des lames de bardage en bois, posées verticalement.

- Les soubassements, terrasses et garde-corps maçonnés seront identiques à la façade.
- Les murs de soutènements seront en pierres.
- Les murs de clôtures seront en pierres ou en galets de rivière.
- Toute peinture sur les murs en pierres est interdite.

TOITURE

- Les panneaux de chauffage solaire et de cellules photovoltaïques devront faire l'objet d'une intégration soignée. Ils seront disposés de préférence en partie haute des toitures sur toute la largeur du versant et sur une surface maximale de 30 % du versant de toiture où ils sont installés. En outre, ils ne devront pas être visible depuis l'espace public à proximité.

PLANTATION

- À l'exception des cèdres, la plantation de conifères est interdite.
- Les haies seront à composer avec plusieurs espèces végétales, les thuyas et cyprès sont à proscrire.
- La plantation de feuillus sera réalisée sous forme de boqueteau.

RÉSEAUX, VOIRIES ET ORGANES TECHNIQUES

- Les lignes de transport d'énergie et de télécommunication seront enterrées. Dans leur partie aérienne, elles devront suivre les génoises, les rives, les descentes d'eau pluviale ou les limites de mitoyenneté entre immeubles.
- En espace ouvert, les éventuels poteaux tolérés seront en bois et implantés coté amont de la voirie et/ ou du coté opposé à la découverte du site.
- Les murs de soutènements et les parapets des voiries seront réalisés en maçonnerie de pierres ; les glissières métalliques sont interdites.
- Les petits bâtiments techniques respecteront les règles du secteur où ils sont implantés.
- Les revêtements de chaussée, d'aire de stationnement seront réalisés soit avec un liant hydrocarboné de type « bi-couche » comportant exclusivement des granulats beige clair soit avec un béton de voirie de teinte claire, soit en gravillons beige clair ou en agrégats de calcaire.
- Les terrassements et remblais seront recouverts de terre végétale et plantés.
- Les sections à l'air libre des canaux d'alimentation en eau et d'irrigation ne pourront être recouverts, busés ou comblés ; ils doivent être entretenus et curés pour maintenir le libre passage de l'eau. Les projets de travaux de réfection ou ayant un impact sur ces ouvrages, devront être soumis au préalable à l'architecte des bâtiments de France.
- Toutes les voies qui seront créées ou élargies, devront être aménagées et plantées de part et d'autre par une plantation d'alignement constituée de feuillus de force 60/80 (circonférence mesurée en cm. à 1 mètre du sol) ; les résineux sont interdits. Suivant la configuration et la topographie des lieux, un coté de la voie pourra être laissé sans plantation pour permettre la découverte d'un site ou pour assurer la sécurité des usagers.

2- RÈGLES PARTICULIÈRES AUX SOUS - SECTEURS 3

3a- Sous secteur de jardins comportant des équipements publics de plein air.

VOLUME DES BÂTIMENTS

- Les façades seront toujours plus longues que les pignons.
- Le pignon sera toujours plus haut que large.
- Un auvent non clos de 10 mètres carrés pourra être adjoint en extension du bâtiment.

IMPLANTATION DES BÂTIMENTS

- Les bâtiments s'implanteront sur au moins une des limites du terrain sauf impossibilité technique.

HAUTEUR DES BÂTIMENTS

- La hauteur maximale de tout point du bâtiment par rapport au terrain naturel ne pourra excéder quatre mètres sauf si l'état antérieur le justifie dans le cadre d'une restauration.

PERCEMENTS

- La hauteur des ouvertures sera supérieure à leur largeur, toutefois les ouvertures de taille inférieure ou égale à 60 cm. pourront être inscrites dans un carré.

TOITURE

- La pente des toitures sera comprise entre un minimum de 30 centimètres et un maximum de 70 cm par mètre.
- Les couvertures seront réalisées
 - soit en tuiles canal ou romanes,
 - soit en toit terrasse qui sera végétalisé.
- Les génoises préfabriquées sont interdites.

3b- sous-secteur naturel.

HAUTEUR DES BÂTIMENTS

- La hauteur maximale à l'égout ne pourra excéder six mètres pour les bâtiments d'habitation et dix mètres pour les constructions agricoles.

VOLUME DES BÂTIMENTS

- Les façades seront toujours plus longues que les pignons.
- Le pignon sera toujours plus haut que large.
- Les extensions et adjonctions des bâtiments à usage agricole, seront réalisées exclusivement en continuité et dans des proportions équivalentes au bâti existant à l'exception des bâtiments qui justifieraient un éloignement pour des raisons sanitaires.
- Un auvent non clos de 10 mètres carrés pourra être adjoint en extension du bâtiment.

TOITURE

- Pour les bâtiments à usage d'abri de jardin
- La pente des toitures sera comprise entre un minimum de 30 centimètres et un maximum de 70 cm par mètre.
- Les couvertures seront réalisées
 - soit en tuiles canal ou romanes,
 - soit en toit terrasse qui sera végétalisé.
- Les génoises préfabriquées sont interdites.
- Pour l'habitat.
- Les couvertures seront réalisées en tuiles canal ou romanes.
- Si la couverture est réalisée en tuiles canal celle-ci comportera des tuiles de courant et de couverte, dans ce cas la pente n'excédera pas un maximum de 33 cm par mètre.
- Le faîtage sera parallèle à la façade la plus longue.
- Le raccord entre les murs de façade et l'égout de toiture sera réalisé par une génoise en tuiles rondes ; les génoises préfabriquées sont interdites.
- Les souches de cheminée seront en pierre ou identiques aux murs de façades.
- Aucun bois de charpente ne devra être visible en égout et en rive à l'exception des terrasses couvertes.
- Exceptionnellement des toits terrasse pourront être autorisés pour assurer une liaison difficile entre deux bâtiments.
- Pour les bâtiments d'exploitations.
- L'utilisation de bac acier prélaqué, de plaques de zinc prépatiné posées à joints debout ou de lames de bardage en bois, posées verticalement pourra être autorisée

PERCEMENTS

- Si la façade est en pierres, les encadrements des percements seront en pierre d'aspect identique à l'existant.
- Les rythmes verticaux et les symétries seront conservés ou rétablis ;
- La hauteur des percements sera supérieure à leur largeur.
- Les ouvertures de moins de soixante centimètres de large pourront être carrées.
- Les ouvertures immédiatement sous génoise seront plus petites et pourront être de formes losangées, carrées, ovales ou circulaires pour l'éclairage des combles.

MENUISERIE

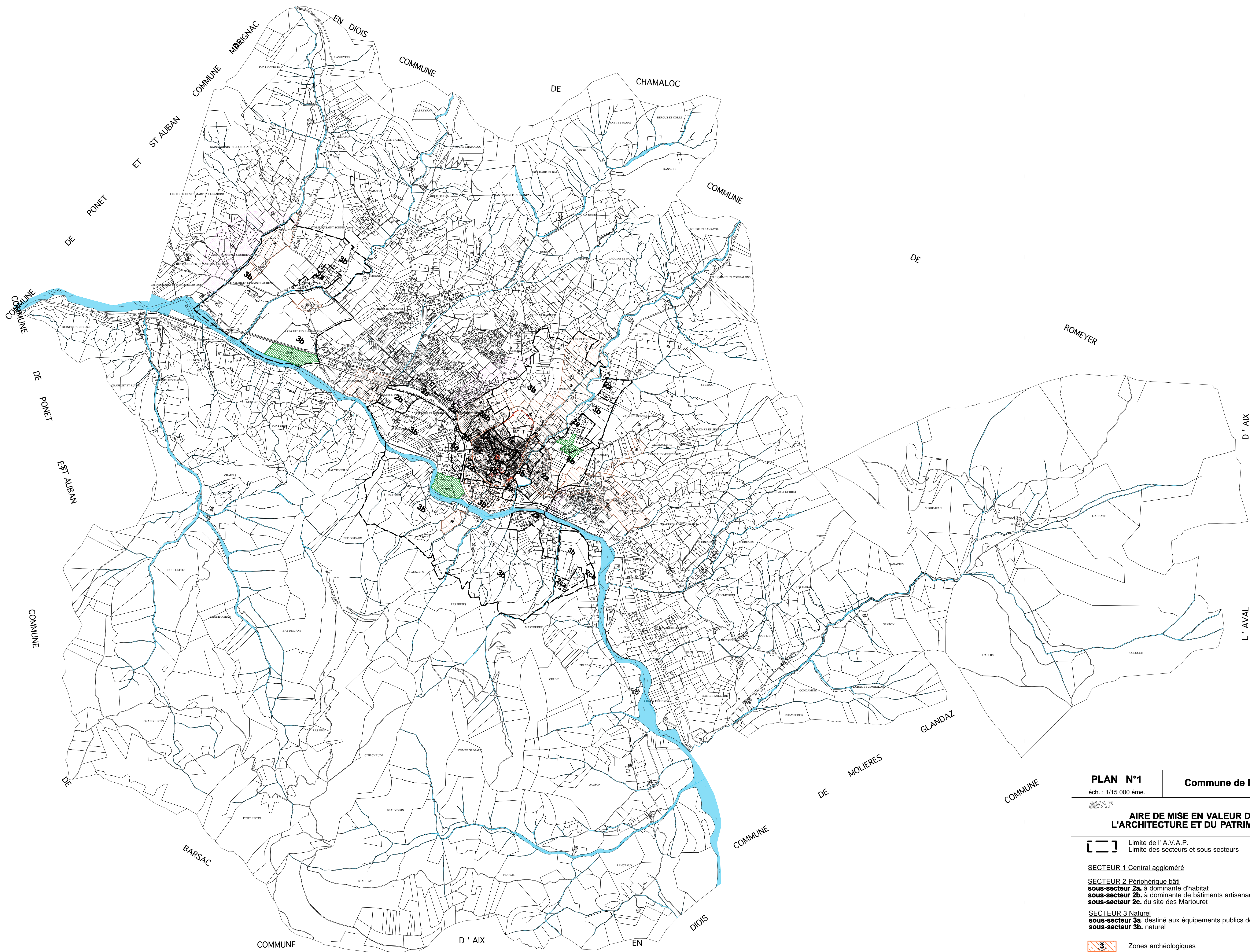
- Les volets extérieurs seront pleins à lames verticales, la cas échéant sur cadre.
- Les volets roulants, les persiennes sont interdits.
- Les portes de garage des maisons d'habitation seront en bois.

FERRONNERIE

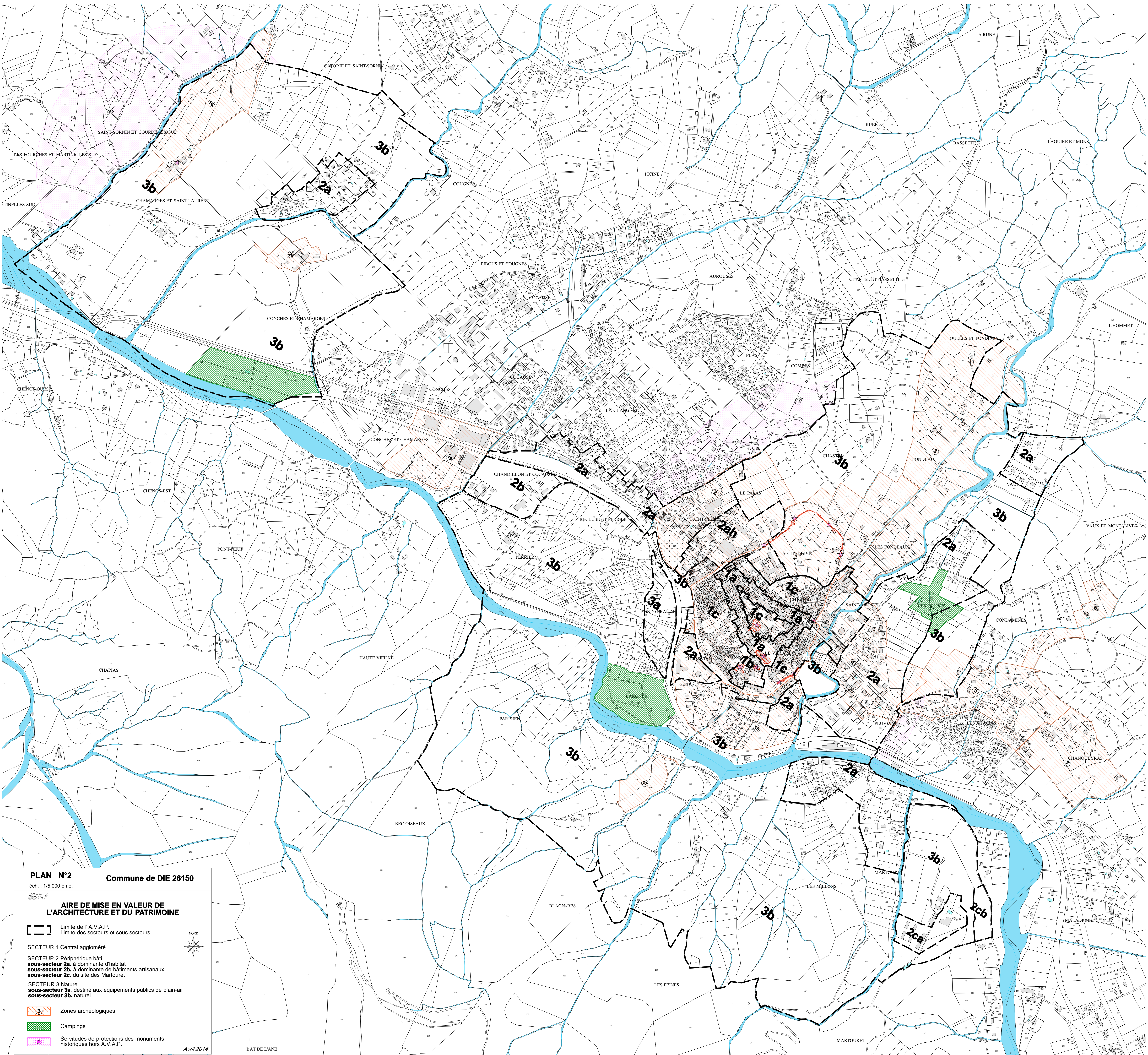
- Les grilles de défense des percements et passage, les garde-corps seront à barreaux droits, les galbes sont interdits.

OUVRAGES ANNEXES

- Les canalisations d'évacuation des eaux domestiques apparentes en façade ou pignon sont interdites.
- Les conduits de fumée et de ventilation ne devront pas être en saillie sur les façades ou les pignon et seront intégrés dans le volume du bâti.
- Les gouttières et descentes d'eau pluviale seront en zinc..
- Les murs de clôtures seront soit :
 - en moellons de pierre calcaire,
 - en galets de rivière, alternant ou non par bande avec les moellons de pierre,
 - d'un matériau revêtu d'un enduit dont la dernière couche possèdera une finition talochée.
- Les clôtures pourront être constituées de végétaux d'essences locales doublés d'un grillage situé à l'intérieur de la parcelle.
- La hauteur des murs de clôture est limitée au maximum à 1,60 m.
- Les murs " bahuts " surmontés d'un grillage sont interdits.



PLAN N°1 éch. : 1/15 000 ème.	Commune de DIE 26150
AVAP AIRE DE MISE EN VALEUR DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	
<div><div><div></div><div></div></div><div>Limite de l' A.V.A.P. Limite des secteurs et sous secteurs</div></div>	
<div><div>SECTEUR 1 Central aggloméré</div><div>SECTEUR 2 Périphérique bâti</div><div>sous-secteur 2a. à dominante d'habitat</div><div>sous-secteur 2b. à dominante de bâtiments artisanaux</div><div>sous-secteur 2c. du site des Martouret</div><div>SECTEUR 3 Naturel</div><div>sous-secteur 3a. destiné aux équipements publics de plain-air</div><div>sous-secteur 3b. naturel</div></div>	
<div><div></div><div>3</div></div>	Zones archéologiques
<div><div></div><div></div></div>	Campings
<div><div></div><div></div></div>	Servitudes de protections des monuments historiques hors A.V.A.P.



PLAN N°2

éch. : 1/5 000 ème.

Commune de DIE 26150

AVAP

AIRE DE MISE EN VALEUR DE
L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

Limites de l'A.V.A.P.
Limites des secteurs et sous secteurs



SECTEUR 1 Central aggloméré

SECTEUR 2 Périphérique bâti
sous-secteur 2a, à dominante d'habitat
sous-secteur 2b, à dominante de bâtiments artisanaux
sous-secteur 2c, du site des Martouret

SECTEUR 3 Naturel
sous-secteur 3a, destiné aux équipements publics de plain-air
sous-secteur 3b, naturel

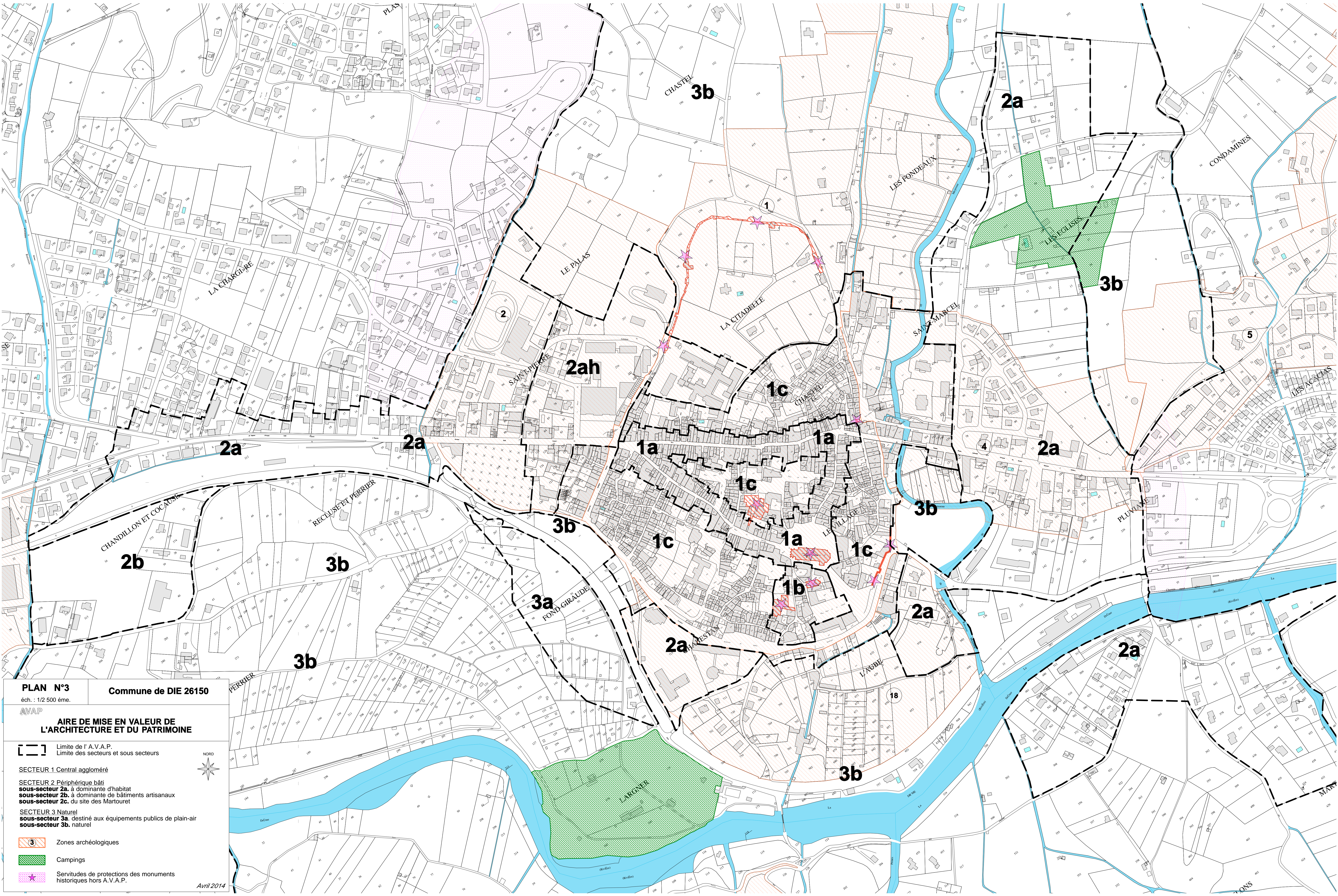
3 Zones archéologiques

Campings

Servitudes de protections des monuments
historiques hors A.V.A.P.

Avril 2014

BAT DE L'ANE



PLAN N°3
 éch. : 1/2 500 ème.

Commune de DIE 26150

AVAP
AIRE DE MISE EN VALEUR DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

Limite de l'A.V.A.P.
 Limite des secteurs et sous secteurs

SECTEUR 1 Central aggloméré
 SECTEUR 2 Périphérique bâti
sous-secteur 2a. à dominante d'habitat
sous-secteur 2b. à dominante de bâtiments artisanaux
sous-secteur 2c. du site des Martouret
 SECTEUR 3 Naturel
sous-secteur 3a. destiné aux équipements publics de plain-air
sous-secteur 3b. naturel

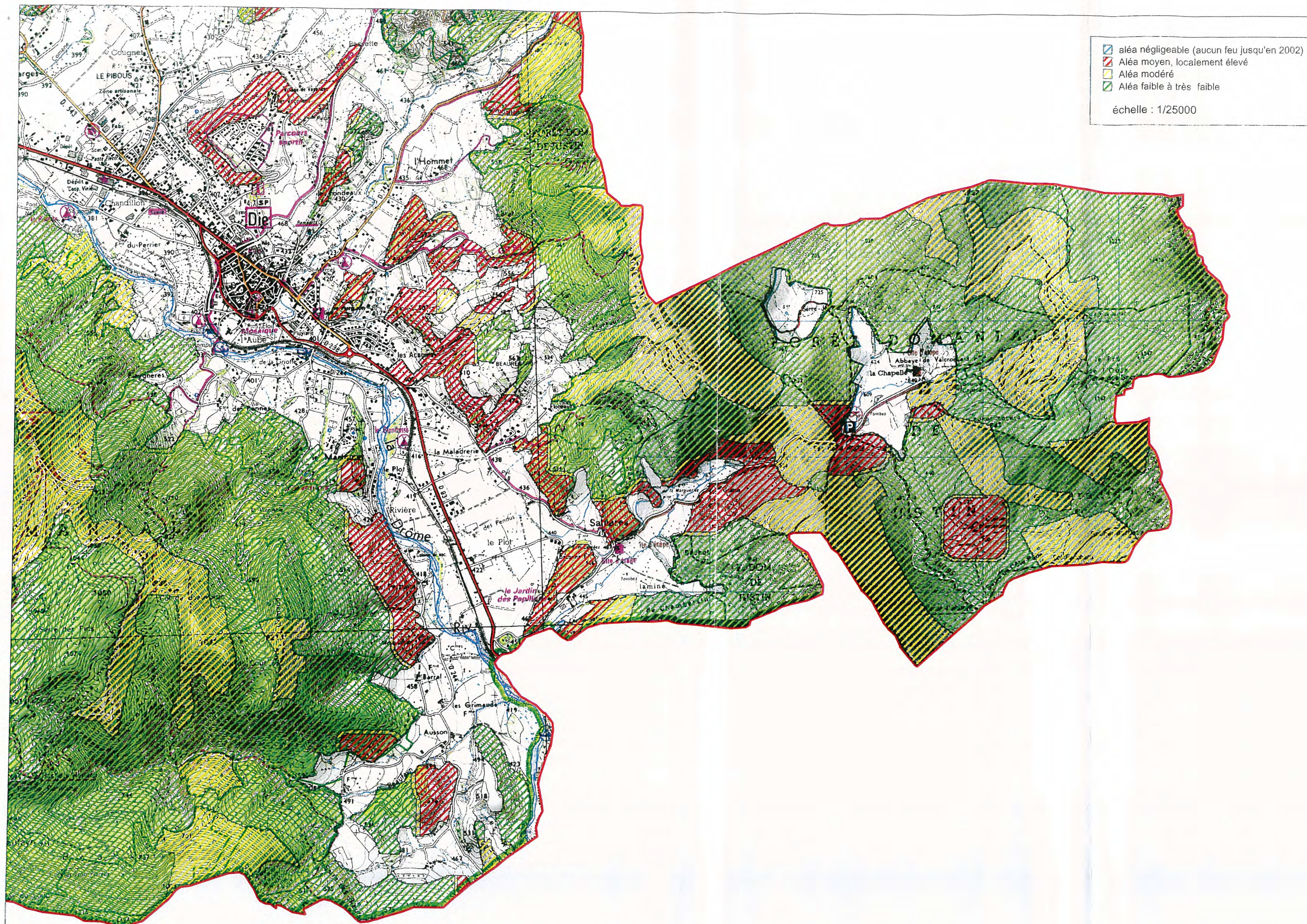
Zones archéologiques

Camps

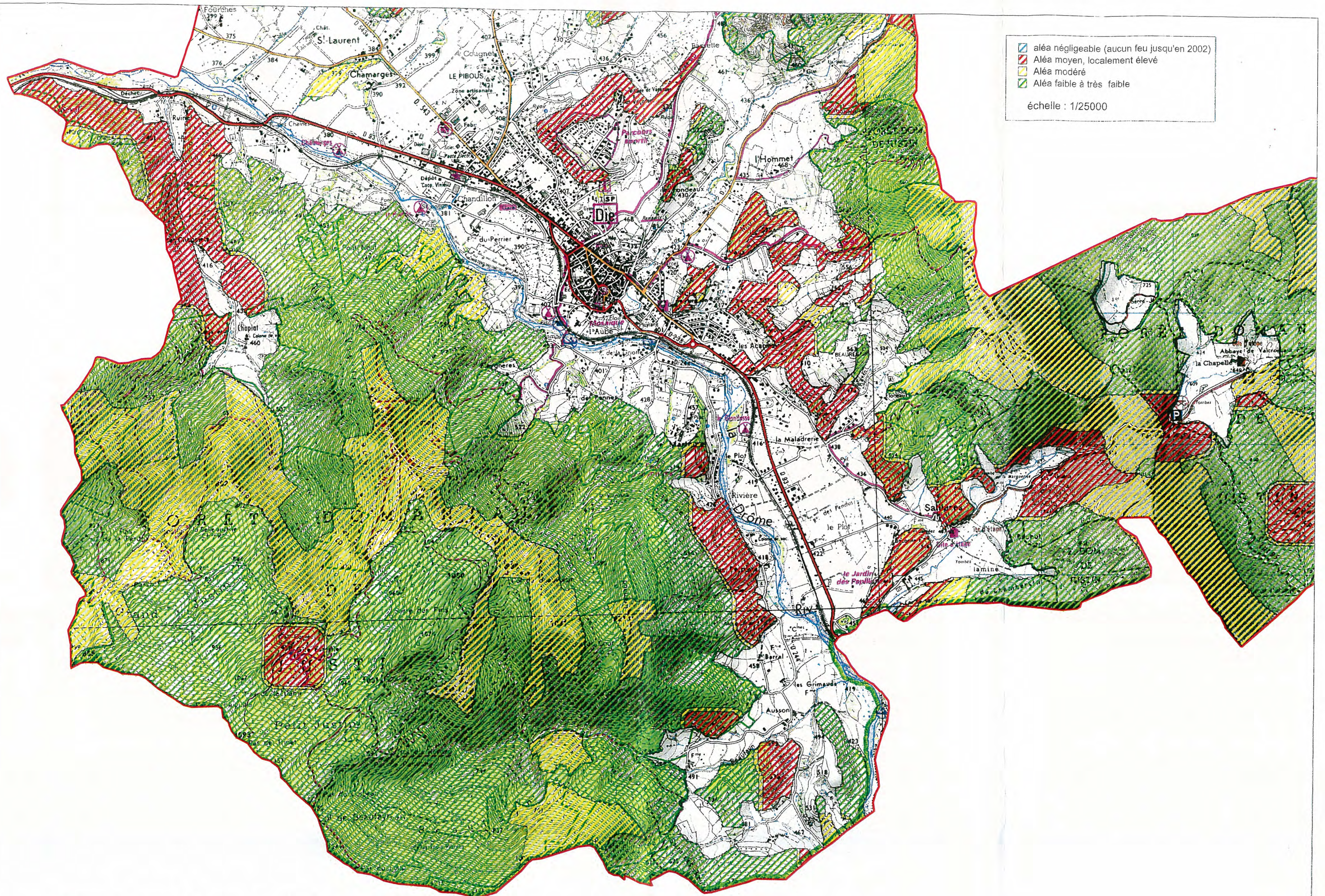
Servitudes de protections des monuments historiques hors A.V.A.P.

NORD

Avril 2014

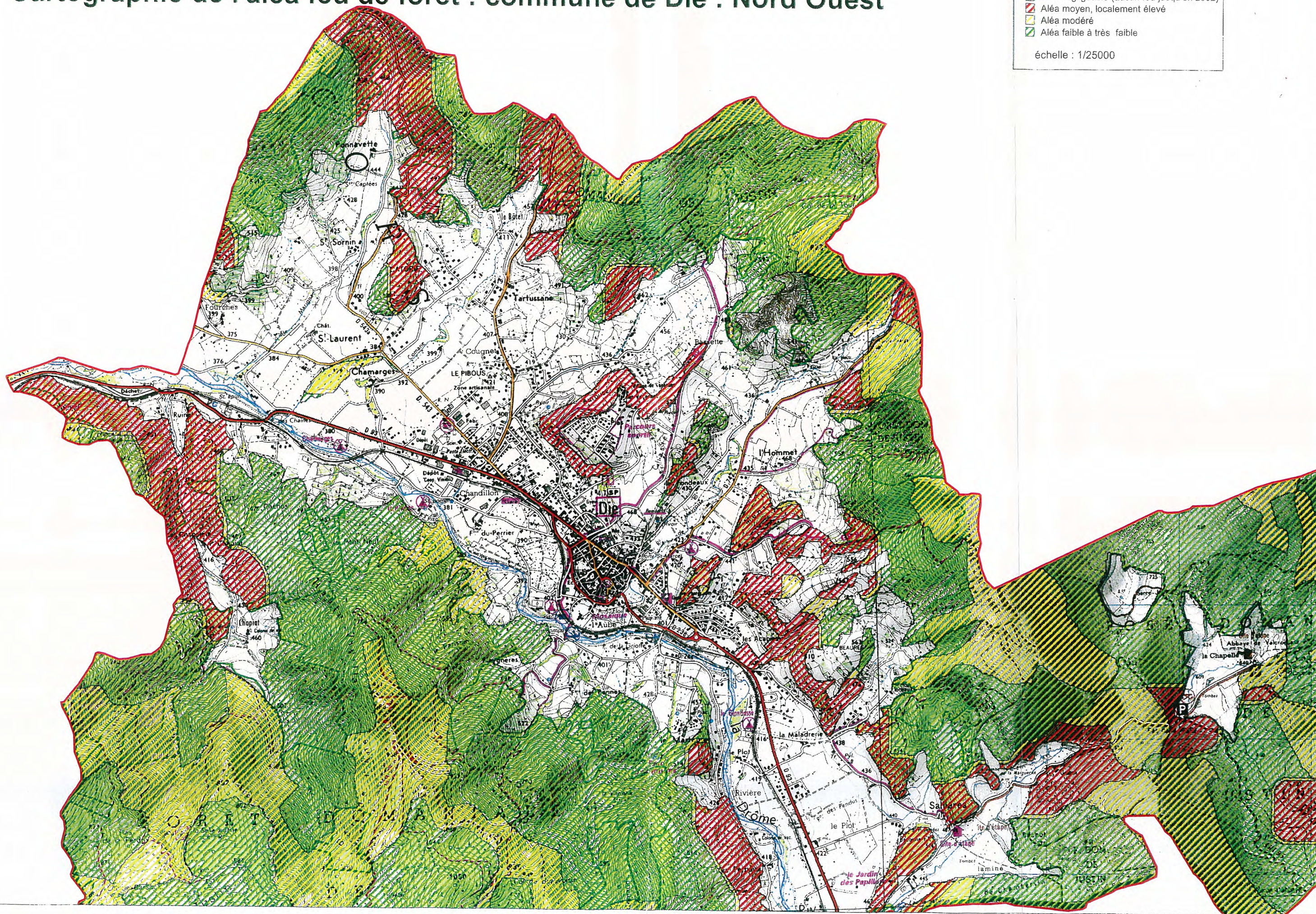
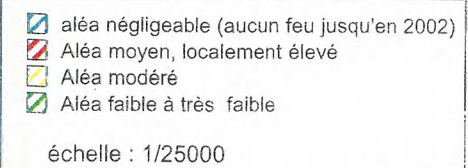


Cartographie de l'aléa feu de forêt : commune de Die : Est



Cartographie de l'aléa feu de forêt : commune de Die : Sud Ouest

Cartographie de l'aléa feu de forêt : commune de Die : Nord Ouest





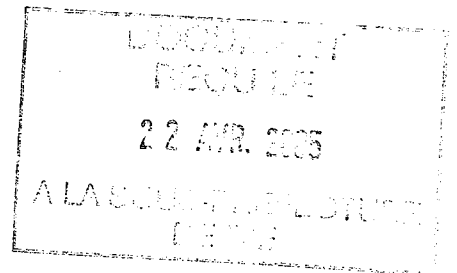
PRÉFECTURE DE LA RÉGION RHÔNE-ALPES

- 7 MARS 2005

Direction régionale
des affaires culturelles

Arrêté n° 05-064

Objet : Zone archéologique de saisine sur les dossiers d'urbanisme
Commune de Die (26)



Le Préfet de la région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'honneur

Vu le code du patrimoine, notamment son livre V ;

Vu le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004, relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive, notamment ses articles 1^{er}, 4 à 8 et 17 ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 421-2-4 ; R.315-11 ; R.315-29 ; R. 421-38-10-1 ; R.421-9 ; R.430-5 ; R.442-3-1 et R.442-4-2 ;

Vu l'avis favorable de la Commission interrégionale de la recherche archéologique Centre-Est en date du 28 septembre 2004 ;

Considérant l'importance historique de *Dea Bocontiorum*, mentionné dans la Table de Peutinger, capitale des Voconces (peuple allié des Romains) entre 69 ap. JC. et le III^{ème} siècle, évêché du Haut Moyen Age, ainsi que les nombreux sites archéologiques recensés par la Carte archéologique nationale sur le territoire de la commune de Die,

ARRÊTE

Article 1^{er}

Sur le territoire de la commune de Die sont délimitées vingt zones dans le périmètre desquelles les projets d'aménagement affectant le sous-sol pourront faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à leur réalisation.

Ces zones sont délimitées et identifiées sur le plan, et décrites sur la notice de présentation, annexés au présent arrêté.

Article 2

Tous les dossiers de demandes de permis de construire, de démolir et d'autorisation d'installations ou travaux divers, d'autorisation de lotir situés dans les zones déterminées à l'article 1^{er} du présent arrêté sont présumés faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à la réalisation de l'opération d'urbanisme ou d'aménagement faisant l'objet de la demande. Il en est de même pour les décisions de réalisation de zones d'aménagement concertées situées dans les zones déterminées à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Les dossiers et décisions mentionnés à l'alinéa précédent sont transmis aux services de la Préfecture de région (Direction régionale des affaires culturelles – Service régional de l'archéologie, 6 quai Saint-Vincent, 69283 LYON cedex 01) afin que puissent être prescrites des mesures d'archéologie préventive dans les conditions définies par le décret n°2004-490 du 3 juin 2004 susvisé.

Article 3

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Drôme et notifié au maire de Die qui procèdera à son affichage pendant un mois en mairie à compter de sa réception.

Article 4

L'arrêté et ses annexes (plan délimitant les zones et notice de présentation) seront tenus à disposition du public à la mairie de Die et à la Préfecture de la Drôme.

Article 5

Les zones déterminées à l'article premier du présent arrêté se substituent aux zones archéologiques de consultation sur les documents d'urbanisme lorsque celles-ci ont été précédemment définies.

Article 6

La réalisation des travaux, objets des demandes d'autorisation d'urbanisme mentionnées à l'article 2 du présent arrêté, est subordonnée à l'accomplissement de mesures d'archéologie préventive, lorsqu'elles sont prescrites. Dans ce cas, les décisions d'autorisation d'urbanisme indiquent que l'exécution de ces prescriptions est un préalable à la réalisation des travaux autorisés.

Article 7

Le Directeur régional des affaires culturelles, le préfet du département de la Drôme et le maire de la commune de Die sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le - 7 MARS 2005

Pour le Préfet de la Région Rhône-Alpes
et du département du Rhône
par délégué,
Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales

Hervé BOUCHAERT

DIE (26)

NOTICE DE PRESENTATION DES ZONES ARCHEOLOGIQUES DE SAISINE

L'article L.522-5 du Code du patrimoine prévoit que dans le cadre de l'établissement de la Carte archéologique, l'Etat peut définir des zones où les projets d'aménagement affectant le sous-sol sont présumés faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à leur réalisation.

A ce titre, ont été définies sur la commune de Die, des zones dont les délimitations s'appuient sur le passé archéologique très riche de la commune, et sur le potentiel de l'urbanisation.

La cité de Die appartient au territoire du peuple Voconce à l'époque antique. Elle est mentionnée dans les itinéraires antiques : *Dea Bocontiorum* pour la *Table de Peutinger*, *Civitas Dea Vocontiorum* dans l'*Itinéraire des Bordeaux à Jérusalem*. Elle figure également dans la *Notitia Galliarum* sous l'appellation de *Civitas Deensium*. Son statut au Haut Empire reste inconnu. La cité de Die supplante Luc en tant que ville principale des Voconces du nord dans une période comprise entre 69 de n.è. et le IIIe s.. Le nom de *Dea Augusta* serait à mettre en rapport, non pas avec Auguste, mais avec *Dea Augusta Andarta*, déesse topique dont le culte est assez important pour être admise dans les divinités Augustes. La ville de Die gagne en importance à l'extrême fin du IIIe s. et durant le IVe s. C'est alors l'une des étapes principales sur la voie qui traverse la ville et relie le *limes* rhénan à Milan par le Montgenèvre et Valence. C'est traditionnellement à cette période que l'on fait remonter la construction des fortifications de la cité.

L'origine de la mise en place d'un évêché est à Die mal connue. La tradition le ferait remonter à saint Martin qui vivait en 220. Le premier évêque mentionné serait Nicaise qui participa au concile de Nicée en 325. Le Diois aux Ve-VIe s. fait l'objet d'une lutte d'influence entre les évêques de Vienne. L'évêque saint Marcel (463-510), contemporain de Césaire d'Arles a fait construire un baptistère, une "église des apôtres" et une basilique *extra-muros*, premiers éléments d'une topographie chrétienne difficilement identifiables.

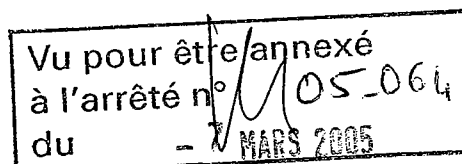
Les évêques de Die ont pris le titre de comte de Die. Au XIIIe s., le territoire de Die formait six paroisses, celles de Notre-Dame (la cathédrale), du château, de Saint-Marcel, de Saint-Maurice, de Saint-Pierre et de Justin. A partir du XVe s., il n'y eut plus que celle de la cathédrale. Évêché suffragant de Vienne, il fut à la fin du XVIIème siècle, uni à celui de Valence.

Les zones ainsi délimitées sont les suivantes :

1 - La ville de Die.

Vestiges de la ville antique et médiévale :

- enceinte gallo-romaine et médiévale (une partie est classée Monument Historique)
- habitat du Haut et du Bas Empire
- aqueducs, canalisations
- voies
- thermes antiques
- habitat religieux et baptistère du Haut Moyen Age
- chapelle Saint-Nicolas de l'Evêché du XIe siècle (classée Monument Historique depuis 1958)
- Eglise et prieuré Sainte-Agathe, XIIIe-XIVe siècles
- Prieuré Saint-Marcel du Chastel, XIIIe siècle
- cimetière du XIIIe siècle
- cathédrale Notre Dame consacrée en 1250, classée MH depuis 1840
- ancien palais épiscopal
- temple protestant (INSMH depuis 1931)



2 - Quartiers Saint-Pierre et du Palat

- habitat antique
- enceinte du Bas Empire
- nécropoles antiques
- éléments de voirie antique
- prieuré du Haut Moyen Age

3 - Les Fondeaux, Aqueduc de Romeyer

- aqueduc enterré du Haut Empire
- habitat gallo-romain, inscriptions funéraires des haut et bas-Empire

4 - Faubourg Saint-Marcel, Les églises, lotissement Audra et gendarmerie, route de Romeyer

- habitat et voie du Haut Empire
- nécropole à inhumations du Bas Empire
- cimetière paléochrétien
- église du Haut Moyen Age
- église du XIIIe siècle

5 - Les Acacias

- fosses et niveaux d'occupation de l'Age du Bronze Moyen et du Bronze Final

6 - Les Condamines, Vaux, Chanqueyras

- aqueduc enterré gallo romain

7 - Chanqueyras

- dépotoir et fosses d'époque chasséenne, culture du Néolithique moyen, parfois caractérisée par ses céramiques décorées après cuisson
- aqueduc enterré gallo romain

8 - Les Floreaux, Saint-Ferréol, ferme des Sallières

- aqueduc enterré gallo romain
- toponyme médiéval **La Maladrerie**

9 - Saint-Ferréol,

- aqueduc enterré gallo romain
- *Villa* du Haut-Empire .:
- édifice de culte mentionné à la fin du XIIe s. (1183), édifié à proximité du site antique. Ancienne paroisse du Diocèse de Die, correspondant approximativement à celle de Valcroissant au XVIIIe s.

10 - La condamine

- vestiges d'une occupation gallo-romaine

11 - L'Echaras, Marguerite

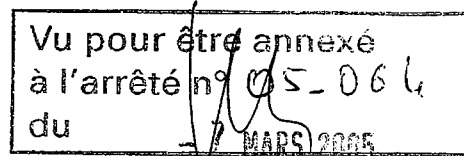
- aqueduc enterré gallo romain

12 - Le réservoir

- indices de site du Second Age du Fer (céramiques)

13 - Beaume Courdeau, Grand abri du Pas de la Roche de Marignac

- Niveaux d'occupation du Chacolithique et du Néolithique
- structures de l'Age du Bronze et de l'Age du Fer.
- habitat de l'Age du Bronze final.



14 - Cirque de Valcroissant, Forêt domaniale de Justin.

- Baume 2 de Valcroissant

- habitat de l'Age du Bronze
- Aqueduc gallo romain
- abbaye cistercienne du XIIe s (MH depuis 1971)
- installations liées à la vie économique de l'abbaye
- forêt domaniale de Justin, ancienne forêt des cisterciens avec voies de circulation, traces d'exploitation ancienne

15 - Ausson

- indices d'une occupation du Haut Empire
- probable atelier de potier du Haut-Empire

16 - Saint-Laurent, champ du couvent

- *Villa* gallo-romaine
- Tombes en coffres de dalles du Haut Moyen Age
- édifice de culte médiéval du XIIIe s..
- structure hydraulique moderne
- château du XVI e s. (INSMH depuis 1939)

17 - Quartier des Pennes mentionné en 1202 (*Territorium de Partinas*) dans le cartulaire de Die

- vestiges de constructions du Haut Empire
- voie et pont gallo-romains ("Pont rompu")
- Eglise médiévale

18 - Quartier du Chabestan, Ecole primaire, boulevard du Ballon, quartier de l'Aube

- bâtiment du Haut Empire, mobilier archéologique du Haut Empire
- drainage antique
- cimetière du XIIIe s..
- habitat du Haut Empire
- bâtiment conventuel du bas Moyen Age
- aqueduc gallo-romain
- pont et voie gallo-romains

19 - Pierre Pointue, Conches et Chamatges

- cinq stèles néolithiques, dont trois gravées, attribuables à une phase récente du Chasséen (vers 4000-3550 av. J.C.) ont été fortuitement découvertes en 1992 lors de travaux

20 - Château de Chamarges

- château du XIIIe s..

Vu pour être annexé
à l'arrêté n° 05-064
du - 1^{er} MARS 2005

22 MAR 2005



Département : Drôme
Commune : Die



Zone archéologique de saisine sur :

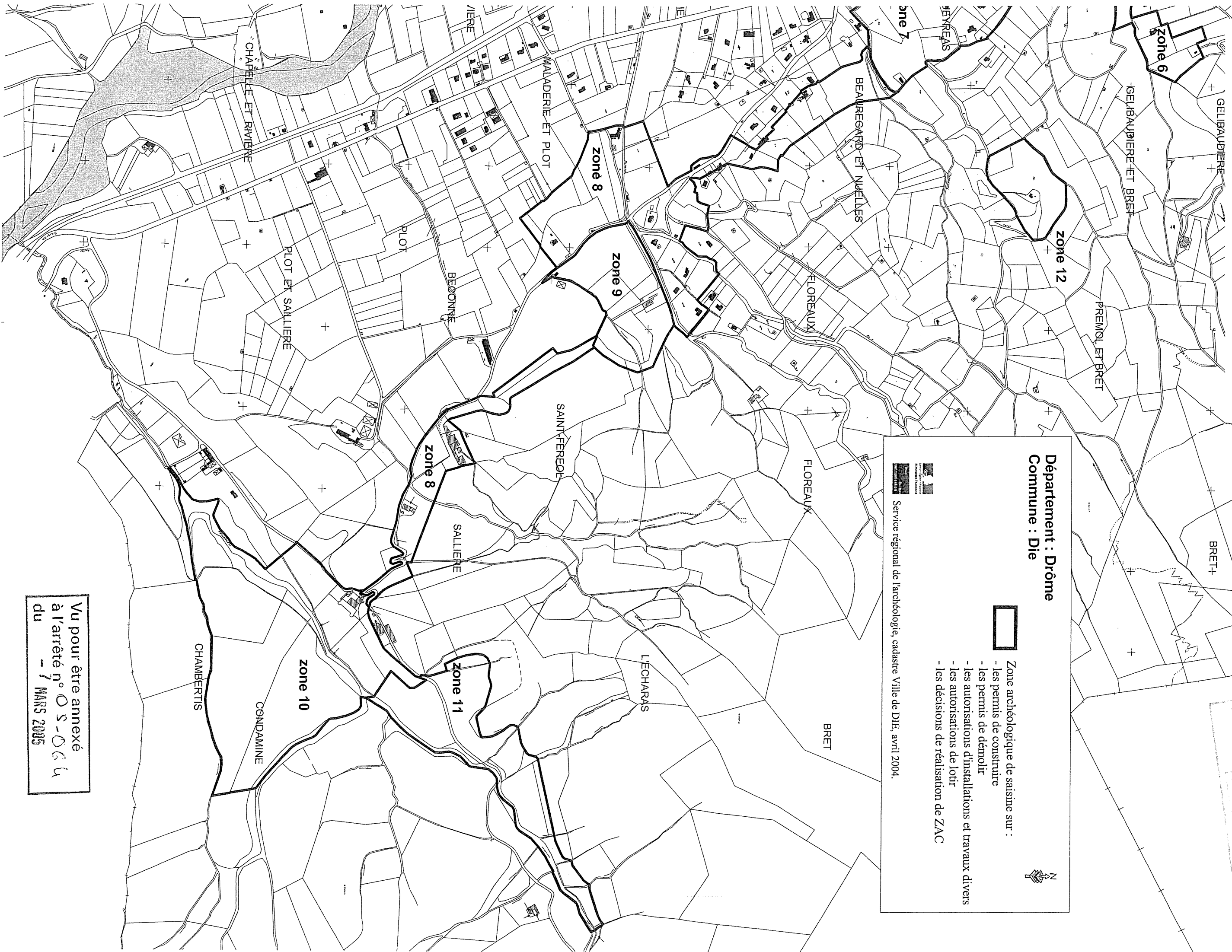
- les permis de construire
- les permis de démolir
- les autorisations d'installations et travaux divers
- les autorisations de lotir
- les décisions de réalisation de ZAC



Service régional de l'archéologie, cadastre Ville de DIE, avril 2004.

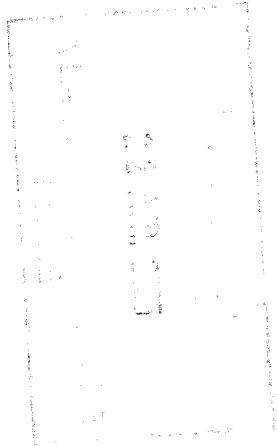
Vu pour être annexé
à l'arrêté n° 05-064
du 1 MAR 2005

**Zones archéologiques de saisine des services
de la préfecture de région
(Direction Régionale des Affaires Culturelles)**



Vu pour être annexé
à l'arrêté n° O S - 064
du 7 MARS 2005

**Zones archéologiques de saisine des services
de la préfecture de région
(Direction Régionale des Affaires Culturelles)**



Département : Drôme
Commune : Die

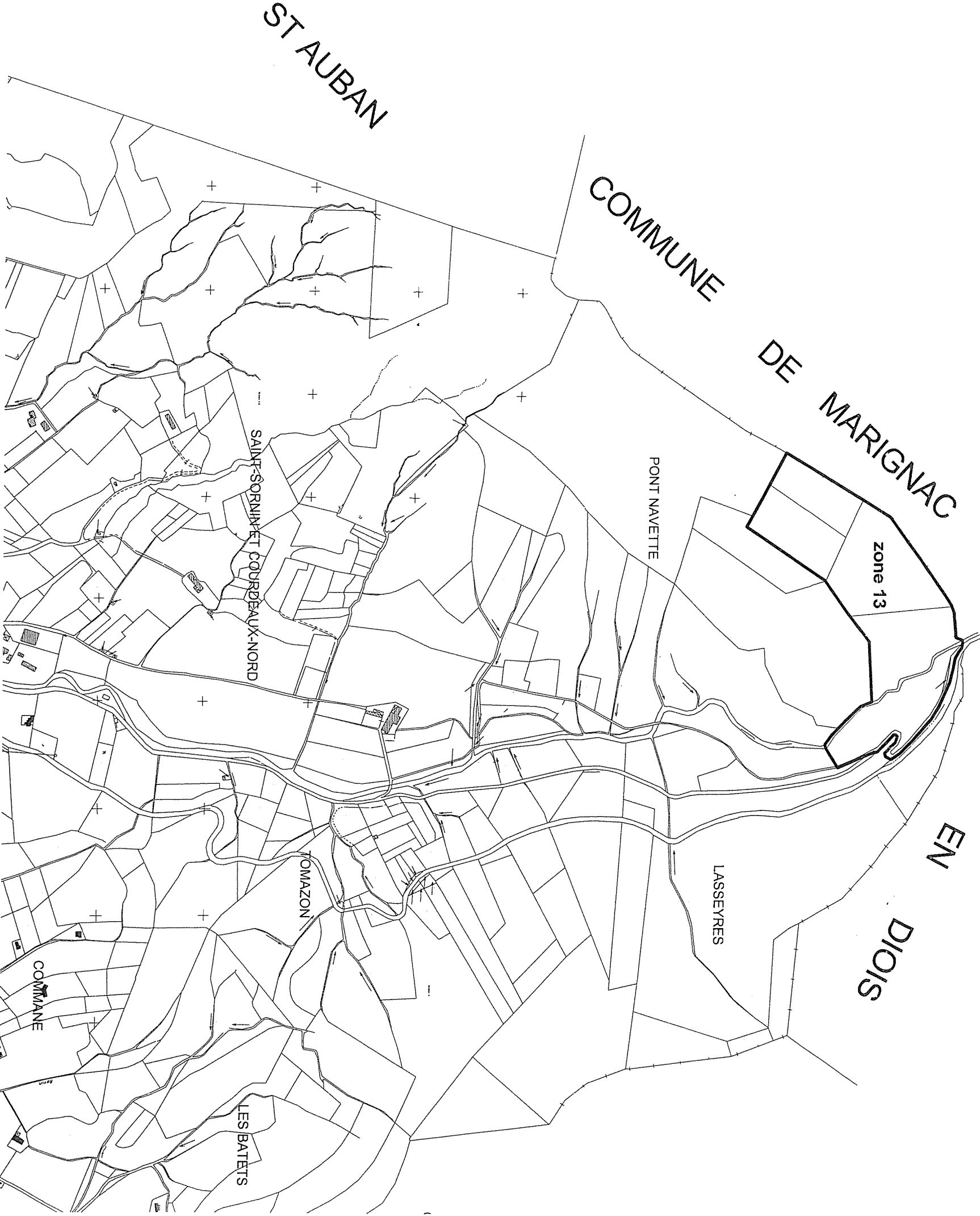


- Zone archéologique de saisine sur :
- les permis de construire
 - les permis de démolir
 - les autorisations d'installations et travaux divers
 - les autorisations de lotir
 - les décisions de réalisation de ZAC



Service régional de l'archéologie, cadastre Ville de DIE, avril 2004.

Vu pour être annexé
à l'arrêté n° 05 - 064
du - 7 MARS 2005



**Zones archéologiques de saisine des services
de la préfecture de région
(Direction Régionale des Affaires Culturelles)**



**Département : Drôme
Commune : Die**



Zone archéologique de saisine sur :

- les permis de construire
- les permis de démolir
- les autorisations d'installations et travaux divers
- les autorisations de lotir
- les décisions de réalisation de ZAC

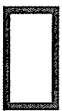


Service régional de l'archéologie, cadastre Ville de DIE, avril 2004.

**Vu pour être annexé
à l'arrêté n° 05-0664
du 7 MARS 2005**

**Zone archéologique de saisine des services
de la préfecture de région
(Direction Régionale des Affaires Culturelles)**

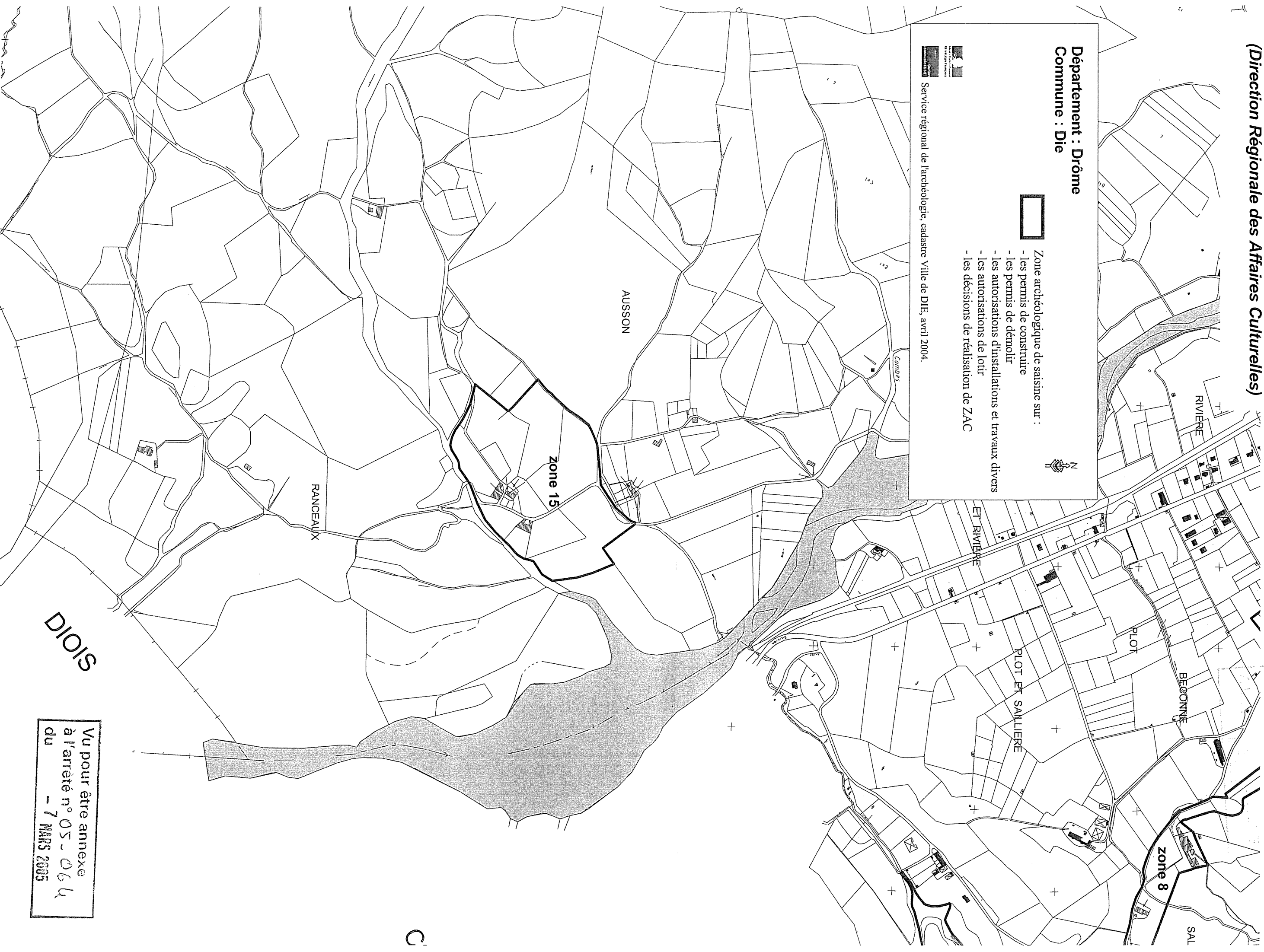
**Département : Drôme
Commune : Die**



- Zone archéologique de saisine sur :
- les permis de construire
 - les permis de démolir
 - les autorisations d'installations et travaux divers
 - les autorisations de lotir
 - les décisions de réalisation de ZAC



Service régional de l'archéologie, cadastre Ville de DIE, avril 2004.



Vu pour être annexé
à l'arrêté n° 05 - 064
du 7 MARS 2005

